Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 9 juillet 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°673 ■

Contribution

EN EXCLUSIVITÉ POUR LE QUOTIDIEN LES ENJEUX ECO

Le Nobel 2024 et son nouveau regard sur le développement

Par Rachid Meksen P 5

CONSEIL DES MINISTRES

Les principales orientations du président de la République

Le président de la république, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce lundi, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen de deux projets de loi relatifs à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel, indique un communiqué de la présidence de la République. P 3

FILIÈRE POMMES DE TERRE

Vers une Souveraineté Algérienne

L'organisation de l'Atelier national sur la filière semencière de pomme de terre à El Oued, les 19 et 20 février 2025, a constitué bien plus qu'un simple événement professionnel. Il a été le point de départ d'une dynamique ambitieuse, structurante et visionnaire, dédiée à une culture à la fois emblématique et stratégique de notre agriculture nationale : la pomme de terre.

P 3

ELECTRONIQUE

L'Enie mise sur l'innovation technologique et la numérisation

L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbes œuvre à renforcer sa position au sein du tissu industriel national à travers l'investissement dans l'innovation technologique et l'élargissement de ses domaines d'activité, en accord avec les mutations numériques et les exigences du marché national, a déclaré, lundi, son Directeur général, Mohamed Bourassi.

P 16

PÉTROLE

L'Algérie dans le top 3 des réserves africaines en 2024

Même si les réserves de pétrole ont légèrement baissé en Afrique cette année, l'Algérie reste un acteur majeur de l'or noir sur le continent. Elle se hisse fièrement à la troisième place du classement africain, d'après les dernières données de l'OPEP, rapportées par "Attaqa.net".

P 3

FÊTE DE L'INDÉPENDANCE

Le président de la République reçoit un message du président des États-Unis d'Amérique P 2

PROTECTION CIVILE

Concours de recrutement de 120 Officiers pour 2025 P 2

COUP D'ENVOI DE LA 4E ÉDITION DE LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINE (IATF 2025

L'Algérie met en avant sa détermination à réaliser l'intégration économique africaine P 16

PRÉSIDENCE

Tebboune reçoit l'ancien président nigérian, président du Conseil consultatif de l'IATF

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu mardi l'ancien président de la République fédérale du Nigéria, président du Conseil consultatif de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), M. Olusegun Obasanjo.

PROTECTION CIVILE

Concours de recrutement de 120 Officiers pour 2025

La Direction Générale de la Protection Civile (DGPC) vient d'annoncer l'ouverture d'un concours de recrutement sur titres pour l'année 2025. Cette initiative vise à renforcer ses effectifs en intégrant de nouveaux cadres au sein de ses rangs.
Le concours propose des postes pour hommes uniquement, répartis comme suit : 60 Lieutenants Principaux de la Protection Civile et 60 Lieutenants de la Protection Civile

FÊTE DE L'INDÉPENDANCE

Le président de la République reçoit un message du président des États-Unis d'Amérique

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce mardi, un message de félicitations de son homologue, le président des États-Unis d'Amérique, Donald Trump, à l'occasion du 63e anniversaire de la fête de l'indépendance, indique un communiqué de la présidence de la République.

« Au nom des États-Unis d'Amérique, je vous adresse mes chaleureuses félicitations à l'occasion du 63e anniversaire de la fête nationale de l'indépendance, célébrée le 5 juillet », a écrit M. Trump, soulignant que « les États-Unis d'Amérique et l'Algérie commémorent ensemble leur indépendance le même jour », tout en relevant que « cette occasion nous rappelle la solidité et la pérennité du partenariat entre nos deux nations ».
« Ensemble, nous avons accompli des avancées importantes en faveur de la stabilité régionale, ainsi que des efforts communs dans la lutte contre le terrorisme et la sécurisation des frontières, au profit de notre sécurité et de nos relations économiques », ajouté M. Trump, affirmant que « notre coopération est aujourd'hui engagée dans une dynamique visant à bâtir un avenir plus sûr et plus prospère, tant pour les Américains que pour les Algériens ».
« Nous aspirons à ce que notre relation continue de prospérer, notamment dans les domaines du commerce et des échanges culturels, car nous pouvons ensemble tracer les contours d'un avenir plus rayonnant pour nos deux pays », a encore écrit M. Trump.

EXPO OSAKA 2025

Le Premier ministre se rend au Japon

Sur instruction du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier Ministre, Nadir Larbaoui, se rendra à Osaka, au Japon, pour présider la Journée Nationale de l'Algérie dans le cadre de l'Exposition Universelle « Expo Osaka 2025 », placée sous le thème « Concevoir la société du futur pour nos vies ». Un communiqué du Premier Ministère a précisé que M. Larbaoui sera accompagné de M. Zohir Bellalo, Ministre de la Culture et des Arts, et de Mme Houria Meddahi, Ministre du Tourisme et de l'Artisanat.
La participation de l'Algérie à cet événement mondial bénéficie de la contribution active de plusieurs secteurs ministériels et institutions nationales. Elle vise à mettre en valeur le patrimoine culturel de l'Algérie et les opportunités d'investissement qu'elle offre. Le pavillon algérien, baptisé « Lumières d'Algérie », servira de vitrine à ces richesses.
L'Expo Osaka 2025 attire plus de 28 millions de visiteurs et participants des quatre coins du monde. La présence de l'Algérie à cet événement représente une occasion de renforcer ses liens internationaux et de promouvoir son image sur la scène mondiale.

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Attaf arrive à Kuala Lumpur dans le cadre d'une mission officielle en Malaisie

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, est arrivé, mardi matin, à Kuala Lumpur, dans le cadre d'une mission officielle en Malaisie, pays frère, indique un communiqué du ministère.
Cette visite s'inscrit dans le cadre de la participation du ministre d'Etat à la cérémonie de signature de l'acte d'adhésion de l'Algérie au Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est, prévue, demain, mercredi dans le cadre des travaux de la 58e session du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), précise le communiqué.
Durant son séjour à Kuala Lumpur, M. Attaf examinera avec son homologue malaisien "les moyens de renforcer le partenariat et la coopération entre les deux pays. Il aura, également, des entretiens bilatéraux avec le Secrétaire général de l'ASEAN et avec plusieurs ministres des Affaires étrangères participant aux travaux de cette organisation régionale, conclut le communiqué.

KHENCHELA

La station thermale de Hammam El Knif rouvre ses portes au public

La station thermale à vapeur de Hammam El Knif, située dans la commune de Baghaï, près de Khenchela, a été rouverte au public, a indiqué, mardi, le directeur de wilaya du Tourisme et de l'Artisanat, Tayeb Boudjenane.
La station, réhabilitée et réaménagée, rouverte en début de semaine, permet désormais aux citoyens de bénéficier de ses différents services, a précisé le responsable, à l'APS.
La réouverture de cette station est intervenue à la suite d'importants travaux de réhabilitation ayant porté, moyennant un coût de 87 millions de dinars puisés du programme complémentaire de développement alloué à la wilaya de Khenchela, sur la reconstruction de plusieurs murs et de la toiture du bâtiment, ainsi que sur le réaménagement des salles de bain et des deux grandes salles où jaillissent des vapeurs de soufre provenant de roches volcaniques.
Cette opération de réhabilitation, entamée en 2023, a été achevée au tout début du mois de juillet en cours, selon M. Boudjenane, qui a rappelé que la station thermale de Hammam El Knif est "l'unique station thermale à vapeur du pays".
Ses vapeurs riches en soufre, jaillissant à une température de 40 degrés, ont des vertus thérapeutiques avérées, précieuses pour le traitement des arthroses et des problèmes cutanées et respiratoires, a encore affirmé la même source.

BACCALAURÉAT SESSION JUIN 2025

Annonce officielle des résultats le 20 juillet

Le Ministère de l'Éducation nationale a diffusé un communiqué portant sur la publication des résultats de l'examen du baccalauréat session de juin 2025. Ces derniers seront affichés le dimanche 20 juillet 2025, à partir de 10h00. Pour les candidats scolarisés, les résultats seront affichés le même jour et à la même heure dans toutes les établissements éducatives (lycées) où les candidats ou sur le site web de l'Office National des Examens et Concours (ONEC) : https://bac.onec.dz et la Plateforme https://awliya.education.dz
Service SMS gratuit : Par l'envoi d'un message SMS gratuit via les opérateurs de téléphonie mobile Mobilis, Ooredoo et Djezzy, en composant le code *567#.
Les candidats libres auront également plusieurs options pour consulter leurs résultats : Plateforme en ligne : Via le site web de l'Office National des Examens et Concours (ONEC) : https://bac.onec.dz
Service SMS gratuit : Par l'envoi d'un message SMS gratuit via les opérateurs de téléphonie mobile Mobilis, Ooredoo et Djezzy, en composant le code *567#.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CONSEIL DES MINISTRES

Les principales orientations du président de la République

Le président de la république, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce lundi, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen de deux projets de loi relatifs à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel, indique un communiqué de la présidence de la République.

Synthèse de Réda Hadi

Le communiqué indique que le Conseil des ministres a consacré une présentation de plusieurs exposés, dont ceux relatifs aux projets de l'industrie automobile.

Approbation de deux projets de loi relatifs au blanchiment d'argent et à la protection des données personnelles

Selon la même source, et après la présentation par le Premier ministre de l'activité du gouvernement au cours des deux dernières semaines, suivie des interventions des ministres sur les points inscrits à l'ordre du jour, le président de la République a donné plusieurs instructions, directives et orientations.

Sur les deux projets de loi relatifs au blanchiment d'argent et à la protection des données personnelles, et après étude et discussion, « le Conseil des ministres a approuvé les deux projets de loi, en prenant en compte les orientations du président de la République », affirmant que « l'Algérie a mis en place des règles strictes et des mécanismes de contrôle rigoureux dans la lutte contre la corruption sous toutes ses formes ».

Sur les moyens de lutte contre les incendies

Le président de la République a ordonné « de relever au maximum le niveau de vigilance durant les prochaines semaines marquées par une hausse des températures », appelant « à une extrême prudence lors des campagnes de moisson », indique la même source, ajoutant que le président de la République a insisté sur « la mobilisation de tous les moyens disponibles et la coordination de tous les efforts pour une action préventive face aux risques d'incendies ».

Sur l'état d'avancement des projets de l'industrie automobile en Algérie

Par ailleurs, le président de la République « a valorisé et salué les promoteurs de projets sincères, qui œuvrent à bâtir une véritable industrie automobile, dans une logique de rupture avec le passé sombre de certains fraudeurs ayant exercé dans ce secteur avant 2019 », affirmant que « l'octroi des agréments relatifs à la fabrication et à l'importation de véhicules relève exclusivement du Conseil des ministres ».

Aussi, le président de la République a insisté sur « la nécessité impérative d'intégrer des entreprises algériennes de sous-traitance qualifiées dans les différents domaines liés à l'industrie automobile », tout en ordonnant « l'ouverture du secteur aux entreprises industrielles nationales dans les domaines liés à l'électrification automobile, la fabrication de pièces de rechange, etc. ».

Du reste, conclut le communiqué, le président de la République a précisé que « l'objectif stratégique est de poser les bases d'une industrie mécanique émergente, à travers les projets automobiles en cours, pour atteindre une contribution d'au moins 12 % au PIB ».

PÉTROLE

L'Algérie dans le top 3 des réserves africaines en 2024

Par Mourad A.

Même si les réserves de pétrole ont légèrement baissé en Afrique cette année, l'Algérie reste un acteur majeur de l'or noir sur le continent. Elle se hisse fièrement à la troisième place du classement africain, d'après les dernières données de l'OPEP, rapportées par "Attaqa.net".

Avec 12,2 milliards de barils de réserves prouvées, l'Algérie garde sa place stratégique, juste derrière la Libye et le Nigeria. Ce chiffre n'a pas bougé depuis 2006, ce qui montre un potentiel certain, mais aussi l'urgence de relancer l'exploration et d'investir massivement pour faire de nouvelles découvertes. Globalement, les réserves prouvées de pétrole en Afrique sont passées de 119,583 milliards de barils en 2023 à 119,363 milliards en 2024, soit une petite baisse de 220 millions de barils. Cette diminution est entièrement due au Nigeria, dont les réserves ont chuté à 37,28 milliards de barils, creusant l'écart avec la Libye. Cette dernière reste en tête avec 48,36 milliards de barils, un chiffre stable depuis 2013. Dans ce contexte, l'Algérie se distingue par sa constance, à la différence de plusieurs autres pays africains souvent touchés par l'instabilité politique, les problèmes financiers ou les difficultés d'exploration. Même si les réserves restent plutôt stables dans la région, l'OPEP s'attend à une baisse significative de la capacité de production des membres africains de l'OPEP+ d'ici 2030, pour atteindre 4,2 millions de barils/jour. Cette prévision s'explique par l'insécurité, les retards technologiques et le manque de capitaux étrangers, notamment au Nigeria et en Libye. L'Algérie pourrait aussi être impactée si elle ne se redresse pas sur les plans technologique et stratégique. La stabilité de nos réserves ne doit pas nous faire oublier le besoin urgent de réinvestir massivement dans la recherche et le développement, en particulier dans les zones frontalières et les bassins du sud du pays, encore peu explorés.

L'enjeu est double : renforcer nos capacités de production et garantir notre sécurité énergétique, à l'échelle nationale et régionale. Alors que beaucoup de pays africains voient leur potentiel pétrolier sous-exploité ou en déclin, l'Algérie a une chance unique de transformer cette stabilité en un véritable avantage stratégique. Il faut moderniser notre secteur et diversifier nos partenariats. Avec Sonatrach comme moteur et une demande énergétique mondiale toujours forte, notre pays peut s'affirmer durablement comme l'un des piliers énergétiques de l'Afrique.

Tandis que l'Afrique cherche un nouvel élan énergétique, l'Algérie peut capitaliser sur ses ressources pour renforcer son influence régionale. Reste à transformer cet atout en un véritable levier de croissance durable.

FILIÈRE POMMES DE TERRE

Vers une Souveraineté Algérienne

Par le Dr Amine Bensemmane

L'organisation de l'Atelier national sur la filière semencière de pomme de terre à El Oued, les 19 et 20 février 2025, a constitué bien plus qu'un simple événement professionnel. Il a été le point de départ d'une dynamique ambitieuse, structurante et visionnaire, dédiée à une culture à la fois emblématique et stratégique de notre agriculture nationale : la pomme de terre.

Avec plus de 180 000 hectares cultivés chaque année et une consommation moyenne de 85 kg par habitant, cette filière joue un rôle central dans la sécurité alimentaire du pays. Et pourtant, elle reste exposée à des fragilités préoccupantes : recul des surfaces, baisse des rendements, rareté croissante des ressources en eau, et surtout, une forte dépendance aux importations de semences, représentant jusqu'à 120 000 tonnes importées annuellement, en provenance de pays européens.

Dans ce contexte, le coût de la semence – représentant près de deux tiers du coût de production – devient un facteur de vulnérabilité économique majeur pour les agriculteurs, tout en pesant sur la rentabilité des exploitations et sur le prix final pour les consommateurs.

Face à ce constat, l'atelier d'El Oued a posé les premiers jalons d'une stratégie nationale d'autonomie semencière, en mobilisant une diversité remarquable d'acteurs publics et privés, scientifiques et opérationnels, autour d'un objectif commun : construire, ensemble, une filière semencière locale, durable, traçable et adaptée aux contraintes du Sahara.

Notre partenariat, tout récemment scellé entre le GRFI et l'École Supérieure d'Agriculture Saharienne (ESAS) d'El Oued, a permis de donner à cet atelier une dimension profondément ancrée dans les réalités territoriales, mais ouverte sur les innovations les plus prometteuses, à commencer par la micropropagation in vitro, l'hydroponie et l'aéroponie.

Ces technologies ne sont pas des fins en soi, mais des leviers puissants au service d'une filière modernisée, efficiente et souveraine. À condition, bien sûr, de créer les conditions de leur adoption locale : appui à la formation des multiplicateurs, structuration en coopératives semencières, développement de fermes expérimentales, mise en place d'unités logistiques partagées, et instauration d'un système de certification simple et accessible.

Nous devons également repenser les modes de gouvernance, en associant pleinement les producteurs, les techniciens, les chercheurs et les institutions dans une logique coopérative. Car seule une action collective, coordonnée et multi-acteurs peut nous permettre de relever les défis agricoles à venir.

À l'horizon 2050, l'Algérie devra nourrir plus de 65 millions d'habitants. Cela suppose, entre autres, une hausse de 55 % de la production de pommes de terre. Cet objectif ne pourra être atteint qu'à travers la maîtrise complète de la filière semencière.

C'est pourquoi je tiens à saluer l'ensemble des participants à cet atelier, les intervenants, les experts, les agriculteurs pionniers, les institutions scientifiques et techniques, ainsi que tous ceux qui, par leur engagement et leur savoir-faire, contribuent déjà à bâtir les bases d'une filière semencière forte, souveraine et innovante.

L'atelier d'El Oued fut un moment fondateur. Il doit désormais devenir un catalyseur de politiques publiques, d'investissements structurants et de coopérations stratégiques. Ensemble, nous avons prouvé qu'un autre modèle est possible : un modèle saharien, résilient, technologique, enraciné dans les territoires et tourné vers l'avenir.

Avec confiance, détermination et esprit collectif, poursuivons cette trajectoire vers une souveraineté semencière algérienne.

Président du SIPSA & du Groupe de Réflexion Filaha Innove (GRFI)

SONELGAZ

Adjal examine les moyens de renforcer la coopération avec une délégation du Syndicat général des travailleurs du secteur public égyptien

Le PDG du Groupe Sonelgaz, Mourad Adjal a reçu, lundi, une délégation du Syndicat général des travailleurs du secteur public égyptien (GUPU), avec laquelle il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération et les échanges dans les domaines de l'action syndicale, de la formation et des œuvres sociales, indique un communiqué du Groupe.

La rencontre s'est déroulée au siège de la direction générale du Groupe, en présence du chef de la délégation égyptienne, Hisham Ahmed Fouad, président du syndicat, du secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières (FNTIEG), Mohamed Abdelfattah Ouled Naoui, ainsi que de plusieurs cadres de Sonelgaz.

Cette rencontre intervient dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations des hautes autorités du pays visant à appuyer la coopération avec les pays voisins et arabes et à élargir l'activité de Sonelgaz à l'international.

Lors de la rencontre, le président du syndicat égyptien a manifesté l'intérêt de son organisation pour renforcer la coopération avec Sonelgaz, à travers la FNTIEG, notamment dans le domaine des œuvres sociales, saluant l'expérience algérienne en la matière qu'il a pu constater à l'occasion de la visite effectuée par la délégation dans plusieurs entreprises relevant du Groupe.

De son côté, M. Adjal a souhaité la bienvenue à la délégation égyptienne, affirmant que le renforcement de la coopération avec les pays arabes, figure parmi les priorités de Sonelgaz. Il a souligné l'importance d'accélérer la coordination et l'action commune, afin de concrétiser cette coopération sur le terrain.

SIDI BEL-ABBES

L'Enie mise sur l'innovation technologique et la numérisation

L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbes œuvre à renforcer sa position au sein du tissu industriel national à travers l'investissement dans l'innovation technologique et l'élargissement de ses domaines d'activité, en accord avec les mutations numériques et les exigences du marché national, a déclaré, lundi, son Directeur général, Mohamed Bourassi. Lors d'une présentation donnée dans le cadre des travaux de la deuxième session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), M. Bourassi a précisé que l'ENIE a su consolider sa présence dans le secteur industriel électronique pendant plus de 45 ans, à travers ses activités dans la production d'appareils électroniques grand public, de panneaux solaires, de systèmes de vidéosurveillance et d'écrans dynamiques, ainsi que grâce à ses laboratoires spécialisés dans la recherche, le développement et la métrologie.

Elle vise, aujourd'hui, à renforcer cette position par l'innovation technologique et la numérisation,a-t-il soutenu. Parmi les principales réalisations de ces dernières années, il a cité la production de plus de 70.000 terminaux de paiement électronique au profit d'Algérie Poste et des banques publiques, 150.000 cartes électroniques pour le ministère de l'Education nationale, 32.000 téléviseurs intelligents pour le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, ainsi que l'installation d'environ 10.000 points d'éclairage public solaire dans la nouvelle ville de Sidi Abdellah (Alger) et 914 autres à Sidi Bel-Abbes. L'entreprise a également réalisé 39 stations solaires destinées aux écoles primaires dans 28 communes de la wilaya, entre autres produits. M. Bourassi a également évoqué une orientation stratégique de l'entreprise vers la numérisation et les énergies propres, avec l'objectif de se positionner davantage sur le marché national à travers la numérisation de ses produits et le développement de solutions intelligentes dans les domaines du paiement électronique, de l'enseignement numérique et de la santé, à travers la production des appareils intelligents tels que les téléviseurs interactifs et les tablettes numériques.

L'ENIE place également en priorité le soutien à la transition énergétique, avec une unité spécialisée dans la production de panneaux solaires d'une capacité annuelle de 6 mégawatts.

Par ailleurs, plusieurs projets sont programmés, notamment la réouverture et la réhabilitation d'unités industrielles, comme l'usine de Telagh destinée à la fabrication de machines à laver, et celle d'Aïn Oussara, dédiée à la production d'équipements médicaux.

Pour conclure, M. Bourassi a réaffirmé l'engagement total de l'ENIE à accompagner les efforts de l'Etat dans la concrétisation de la transition économique, à travers sa contribution active dans les projets de numérisation, d'énergies renouvelables et de valorisation de la production nationale via des partenariats stratégiques et des investissements dans la recherche et le développement.

BOURSE D'ALGER

Préparation d'un nouveau système pour les mécanismes de divulgation financière des entreprises

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) œuvre à l'élaboration d'un nouveau système visant à moderniser les mécanismes de divulgation financière des entreprises cotées en bourse, afin d'aligner le marché financier sur les meilleures normes et pratiques internationales, a indiqué, lundi, le président de la Commission, Youcef Bouzenada.

M. Bouzenada s'exprimait lors de l'ouverture des travaux d'une conférence organisée par la COSOB à Alger, portant sur le cadre réglementaire des Organismes de placement collectif à capital-risque (OPCR), en présence du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah et du président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Mohamed Boukhari.

M. Bouzenada a précisé que la COSOB "s'attelle actuellement à la mise en place d'un nouveau système destiné à moderniser les mécanismes de divulgation financière des entreprises cotées, en remplacement du dispositif en vigueur depuis l'an 2000, dans le cadre de ses efforts continus pour aligner le marché financier sur les meilleures normes et pratiques internationales".

A cet effet, la Commission a engagé des consultations avec les différents intervenants, dans le but de moderniser le système et de veiller à son adéquation avec les exigences actuelles en matière de transparence, a-t-il soutenu, ajoutant que le texte de ce système est encore en cours d'enrichissement et devrait être finalisé en octobre prochain.

Ce système permettra d'assurer la fourniture de données financières détaillées sur la situation et les performances des entreprises au profit des actionnaires, afin de renforcer la transparence et la confiance et de garantir que les actionnaires disposent d'informations suffisantes pour prendre leurs décisions d'investissement.

Pour M. Bouzenada, cette démarche s'inscrit dans le cadre d'un processus de réforme "ambitieux" entamé par la COSOB depuis 2023, qui a abouti à la mise en place de plusieurs dispositifs ayant restructuré le marché financier et ses instruments, à l'instar du règlement général de la Bourse des valeurs mobilières, du système de financement participatif, du dispositif de garantie du bon déroulement des opérations boursières, ainsi que du cadre permettant aux actionnaires de participer et de voter à distance lors des assemblées générales des entreprises cotées. Dans le cadre de ces réformes, M. Bouzenada a rappelé la publication par la COSOB, en mai dernier, du nouveau cadre réglementaire régissant l'activité des OPCR, avant la promulgation de ses textes d'application, le 25 juin écoulé et son lancement officiel lundi. Il a souligné la disposition de la COSOB à accompagner l'ensemble des initiatives visant à créer et à développer ces organismes en Algérie, conformément aux normes et pratiques internationales les plus avancées. Selon le responsable, les OPCR, qu'ils prennent la forme de fonds de placement ou de sociétés d'investissement régies par ce cadre, représentent une mécanisme de financement avancé permettant de mobiliser l'épargne et de l'orienter directement vers les start-up, les petites entreprises et les projets innovants, tout en instaurant le principe de partage des risques et des profits entre investisseurs et entrepreneurs. Après avoir souligné l'efficacité de cette approche au niveau international, M. Bouzenada a rappelé que l'Algérie dispose d'une base d'épargne considérable, estimée à environ 7.600 milliards de DA déposés au niveau des banques en 2024", ce qui ouvre de vastes perspectives pour orienter une partie de ces ressources vers ces nouveaux fonds, au service des objectifs de développement économique et social, tout en renforçant le rôle du marché financier et des instruments de financement alternatifs comme mécanisme efficace pour financer l'économie. De son côté, M. Ouadah a mis en avant, dans une déclaration à la presse, l'importance de ces fonds d'investissement pour diversifier les sources de financement de l'innovation et des start-up en Algérie, tout en contribuant à la réalisation de l'objectif fixé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de créer 20.000 start-up à l'horizon 2029.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,73	-0,47	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 449,00	NC	0,00	1,39	2,57	0,00	-	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 450,00	NC	0,00	0,00	3,85	7,35	7,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,32	12,10	5,43	1517	3 489 100,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,41	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-2,30	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 جويلية 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Juillet 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	59	66	51	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	74	88	60	الطماطم	
	Oignon sec	42	49	35	البصل الجاف	
	Ail vert	426	492	359	الثوم الخضراء	
	Carotte	93	105	82	الجزر	
	Navet	99	110	87	لفت	
	Poivron	101	114	88	الفلفل الاخضر	
	Piment	122	139	105	الفلفل الحار	
	Courgette	88	100	76	الكوسة	
	Haricot vert	234	255	213	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	99	113	86	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	395	465	324	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	582	713	450	التمر	
	Banane	423	434	411	الموز	
	Melon	108	125	92	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	73	85	60	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1769	1913	1626	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	349	363	336	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	17	14	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

Le Nobel 2024 et son nouveau regard sur le développement

En 2024, le Prix Nobel d'économie, le dernier à ce jour, a consacré en portant haut les travaux de trois chercheurs influents : Daron Acemoglu, Simon Johnson et James A. Robinson. Leur idée principale est simple, mais révolutionnaire : les institutions sont la clé du développement économique, soit à la fois sa source et sa cause ultime.

2e partie et fin

Par Rachid MEKSEN (*)

- Pouvoir Politique largement distribué, pluraliste, responsable concentré entre les mains d'une élite restreinte
Cette caractérisation des institutions résume explicitement les opportunités qu'offrent les premières et les contraintes pesant sur secondes.
L'efficacité des institutions en Algérie restera un sujet clivant, souvent abordé sous l'angle de la gouvernance, de la transparence et de la performance..
Beaucoup d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) ont produit des rapports circonstanciés mettant en exergue les constats et les défis, parmi lesquelson citera :
-Une faible transparencereléguant régulièrement le pays au bas de l'échelle. Des rapports indiquent une faible transparence dans la préparation et l'exécution budgétaire telle que rapportée dans des indices comme l'Open Budget Index ;
-La persistance de lourdeursbureaucratiques et un manque de coordination entre les administrations impactant ainsi leur modernisation. Il est utile de rappeler à ce stade que la rétention d'information demeure une donnée permanente des administrations alors que l'information ne sera un vecteur de productivité que si elle est partagée au profit d'un grand nombre. On épiloguera ainsi sur l'évolution négative de certaines structures qui se sont repliées dans le mutisme et la censure : autrefois, la direction générale de la prospective et des études (ministère des finances) affichait instantanément sur son site web tous les indicateurs macroéconomiques nécessaires à une bonne information, à une analyse fiable et à une évaluation pertinente.
Cette bonne pratique a disparu, les informations sont distillées par bribes et avec retard ce qui rend leur exploitation superflue. Les autres institutions (registre de commerce, AAPI, Banque d'Algérie, ONS..) ne se soucient pas davantage de l'impact que ces pratiques produisent auprès des partenaires et autres utilisateurs de l'information.
Cette culture de la rétention demeure un fardeau pesant sur l'appréciation du climat des affaires ;
- Un retard dans la politique de diversification économiqueet une forte dépendance aux hydrocarbures. La diversification économique reste un objectif clé, mais elle est entravée par la qualité des institutions et un climat des affaires perçu comme peu attractif.
- Une volonté de numérisation et de modernisation affirmée, cependant, la concrétisation sur le terrain reste un enjeu majeur à satisfaire, notamment en raison d'un manque de culture numérique enracinée ;
- Une culture organisationnellemanquante voire absente alors qu'elle serait de nature à motiver les fonctionnaires et à améliorer le service rendu au citoyen.
Ces lacunes n'empêchent pas d'entrevoir des perspectives d'amélioration que l'on peut sérier de la sorte :
- Des aménagements institutionnels ont été lancés, sur la loi fondamentale et les lois subséquentes notamment, mais il reste à promouvoir de façon systémique des mesures visant à renforcer la gouvernance des entreprises publiques et des participations de l'État dans l'esprit du code de commerce;
- L'importance de lagouvernanceest de plus en plus reconnue comme essentielle pour l'intégration mondiale et le développement. Des déclarations mettent en évidence une volonté politique forte, une stratégie plus lisible et des moyens adéquats (matériels, juridiques, humains et financiers) pour y parvenir.
- Enfin le chantier de lanumérisation de l'administration est perçu comme un levier important visant à améliorer l'efficacité et la transparence des services publics.
En résumé, l'efficacité des institutions en Algérie est un enjeu majeur pour le développement. Des lacunes persistent notamment en matière de publications d'information, de réformes de la formation et de lutte contre la bureaucratie. Néanmoins, une volonté de réforme et de modernisation, en particulier par la voie de la numérisation, est affichée pour relever ces défis et améliorer la performance globale des institutions. Une phase d'évaluation de ces politiques, à mi chemin, mérite d'être lancée par le recours à des expertises indépendantes pour renforcer ou corriger les trajectoires empruntées.
Dans l'intervalle, les responsables au sommet de l'Etat s'attacheront à rendre les institutions plus inclusives en :
-Encourageant la prise de responsabilité et le risque qui lui est lié sans que ce soit interprété comme une faute de gestion punissable par le droit ;
- Renforçant l'accès des citoyens à l'information publique pour améliorer les relations entre le sommet et la base ;
- Investissant massivement en qualité dans l'éducation et la formation professionnelle ;
-Soutenant les organisations sociales qui appuient le changement et les réformes de structures.
Mais le regard porté sur les institutions nationales et leur efficacité serait incomplet si l'on occultait les pratiques ancestrales qui, de par leur survivance, montrent à quel point leur rôle est crucial dans l'équilibre social et la préservation de la justice.
En Kabylie, une institution ancienne fondée sur les Arch et Djemaa, constitue un système de solidarité, de justice et de régulation ethnique incrustée dans les valeurs locales.
Il s'agit d'un codecoutumier non écrit qui régit les relations au sein d'un village ou d'une confédération de villages en s'appuyant sur des principes de solidarité, d'honneur, de respect mutuel et de justice collective. Ce n'est pas une loi au sens moderne et étatique du terme, mais plutôt un ensemble de règles et de pratiques transmises de génération en génération, et appliquées par l'assemblée des sages du village.
Cette institution remplit plusieurs fonctions essentielles telles le maintien de la paix sociale et la prévention des conflits (disputes foncières, querelles d'honneur, ou d'autres litiges), la solidarité et l'entraide où une obligation de solidarité entre les membres de la communauté est imposée. Des fonctions de justice sont également codifiées, le principe étant que la prévention doit jouer avant la sanction.
Si le Arch agit comme un exécutif, ses attributions découlent de la Djemaa, uneassemblée d'hommes respectés du village. C'est là que les affaires sont discutées, que les propos des uns et des autres sont examinés et que les décisions sont prises par consensus ou à la majorité.
Nonobstant la modernisation de la société et l'instauration des lois républicaines, ces instances conservent encore un rôle significatif et représentent une forme de régulation sociale complémentaire au système étatique. A ce titre, ces organes assurent une mission institutionnelle admise et respectée par la communauté, ce qui en fait sinon une institution inclusive du moins une institution légitime.
Par cet exemple bien particulier, localisé et ancestral, on peut se convaincre de l'intérêt de se doter d'institutions efficaces pour générer des potentialités, exprimer des capabilités, se soumettre aux rigueurs des sanctions en cas de dépassement et cultiver le sentiment de défendre des causes communes. Il n'est pas indispensable d'habiller une institution avec un statut juridique pour en juger l'efficacité.
Au terme de cette contribution, on retiendra que les travaux d'Acemoglu, Johnson et Robinson soutiennent que la prospérité durable dépend de la création et du maintien d'institutions inclusives pour limiter le pouvoir des élites et faire respecter l'État de droit.
En combinant une gestion moderne des ressources humaines, une digitalisation de l'administration et de l'économie et un engagement accru de la société civile, les institutions peuvent non seulement augmenter leurs performances mais aussi améliorer le climat des affaires.
Tout en partageant avec les auteurs la trame essentielle de leurs recherches et du cadre théorique qui a ouvert des débats qui se prolongent, l'énigme Chinoise mais pas que, puisque d'autres pays affichent des dispositions similaires, demeure encore une fois un contre exemple manifeste à leur analyse : comment obtenir des performances économiques et une amélioration du niveau de vie sous l'égide d'institutions pour le moins «non inclusives» ? Cela invite à méditer sur le sujet.
Leur travail peut être perçu tel un ralliement au fait accompli en justifiant l'expansion du capitalisme occidental et en positionnant de facto les institutions libérales comme la quintessence du développement.
Pour autant, leur approche interdisciplinaire est novatrice, en ayant réussi les connections entre l'économie, la science politique et l'histoire, contribue à enrichir le dialogue académique et stimuler une nouvelle génération de chercheurs en vue de poursuivre l'exploration de ce que nous avons appris du rôle des institutions dans le développement.

(*) Economiste, ancien haut fonctionnaire

GUELMA

8 nouveaux bus pour le transport urbain et suburbain

Le parc de l'Entreprise publique de transport urbain et suburbain de la wilaya de Guelma a été renforcé par huit nouveaux bus pour améliorer le service de transport assuré aux citoyens, a indiqué lundi la cheffe de l'exécutif local.
Dans une déclaration à l'APS en marge de la réception de ces bus dans le cadre du programme de célébration 63ème anniversaire de la double fête de l'indépendance et de la jeunesse, Mme Houria Aggoun a souligné que ces nouveaux bus contribueront à améliorer les conditions de transport des citoyens sur les diverses lignes urbaines et suburbaines couvertes par cette entreprise entrée en activité en 2012.
Ce nouveau quota permet de réfléchir à étendre le réseau de lignes de cette entreprise pour répondre aux demandes de citoyens et d'élus locaux d'ouvrir de dessertes vers certaines agglomérations nouvelles, a ajouté la même responsable.
Une nouvelle ligne a été ouverte " il y a quelques jours " par l'entreprise pour relier via la commune d'El Fedjoudj le centre-ville de Guelma (avenue Souidani Boudjemaa) et le village touristique Hammam Ouled Ali comptant plusieurs complexes thermaux situé dans la commune de Héliopolis, a souligné la cheffe de l'exécutif local.

SKIKDA :

Plus de 193 millions DA pour le réaménagement du CW-132

Une enveloppe financière de plus de 193 millions DA a été octroyée au projet de réaménagement du chemin de wilaya CW-132 dépendant des deux communes de Collo et Oued Z'hour dans son tronçon traversant la commune d'Ouled Attia (extrême Ouest de Skikda), a indiqué lundi la directrice locale des travaux publics.
Dans une déclaration à l'APS, Mme Saliha Akel a précisé que cette enveloppe dégagée du budget de wilaya financera ainsi les travaux de réaménagement de 6,5 km de ce chemin avec des délais fixés à six mois. Selon la même source, les actions retenues tiennent compte de l'état de la route et du relief de la région.
L'objectif de l'opération, selon le même responsable, est d'assurer la fluidité du trafic sur cet axe routier qui connaît un trafic très dense du fait de desservir plusieurs agglomérations dont Ouled Attia, Zitouna, Kheneg Mayoun, Cheraïa et Collo très fréquentées durant la saison estivale.

AIN DEFLA

3 projets d'envergure seront réalisés à la ZET de Hammam Righa

Trois (3) projets d'envergure, enregistrés auprès de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), seront déployés au niveau de la zone d'extension touristique (ZET) de Hammam Righa (wilaya d'Ain Defla), à-on informé, lundi, auprès de la direction locale du tourisme et de l'artisanat.

La ZET de Hammam Righa va accueillir trois (3) nouveaux projets d'envergure, dont 2 hôtels 4 étoiles et un parc d'attraction et ce dans le cadre de l'investissement touristique, a indiqué à l'APS, le premier responsable du secteur, Aouissi Abdelhakim.
Le même responsable a ajouté que les projets des deux hôtels, dont les terrains ont été déjà octroyés aux investisseurs concernés, vont s'ajouter au projets d'un autre hôtel 4 étoiles supporter au niveau de la même ZET et devant être mis en service à la fin de 2025, vont renforcer les capacités d'accueil de la wilaya de près de 650 lits supplémentaires.
Ainsi, en vue d'offrir des opportunités d'investissement dans le secteur du tourisme, M. Aouissi a fait savoir que les travaux de viabilisation de la ZET de la commune d'Oued Chorfa démarreraient en 2026. Il a déclaré aussi que plusieurs projets, inscrits en dehors des ZET, sont en cours de réalisation ou en cours de lancement à travers plusieurs communes de la wilaya. Pour les projets en cours de réalisation, il s'agit d'un relais routier à Ain Defla et d'une structure hôtelière à Khemis Miliana.
D'importants investissements sont également prévus dans la wilaya, notamment un projet d'un relais routier à Hoceinia qui est en voie de lancement, une station thermale à El Attaf et un parc aquatique à Boumedfaa, à-il indiqué.
Pour le projet d'El Attaf, un terrain à été affecté pour l'investissement dans ce secteur, tout comme le projet d'aqua parc à Boumedfaa où une assiette de 65.000 m2 est désignée. De plus, dans le but de développer le secteur de l'artisanat, lequel pourvoit près de 6.000 emplois dans la wilaya, une demande d'inscription d'un projet d'une maison de l'artisanat à El Attaf a été introduite en plus de l'inscription d'une étude pour la réalisation d'un village de l'artisanat au niveau de chef-lieu de wilaya, at-il ajouté.
Il a indiqué que des opérations de modernisation sont en cours au niveau du complexe thermal de Hammam Righa, touchant les bains et les anciennes bâtisses, en vue d'offrir aux visiteurs "les meilleures conditions d'accueil". Dans l'optique de développer la destination Ain Defla, connue pour son potentiel en terme de tourisme thermal, mais aussi pour d'autres particularités comme le tourisme culturel et cultuel à Miliana, M. Aouissi à indiqué que ses services "travaillaient davantage avec les agences de voyage locales".
Il a ajouté que son secteur "encourage les différentes activités à même de lancer le tourisme local", assurant sa volonté d'accompagner les artisans de la wilaya pour commercialiser leurs produits. Par ailleurs, la wilaya d'Ain Defla dispose de 10 hôtels, offrant une capacité d'hébergement de 1.465 lits.

NÂAMA

Création d'une structure d'accompagnement pour les porteurs de projets de startups

Le Centre universitaire " Salah Ahmed " de Nâama a, récemment, été renforcé par la création d'une structure annexe dédiée à la formation, à l'accompagnement et à la promotion des étudiants porteurs de projets de startups.
Lors de la cérémonie de clôture de l'année universitaire 2024-2025, le même responsable a précisé que cette nouvelle entité, baptisée " Akademia ", vise à offrir des espaces de co-working, ainsi qu'une variété de programmes pour soutenir les porteurs de projets innovants et les jeunes entreprises en phase de lancement, contribuant ainsi à la création de richesse et à la génération de nouveaux emplois.
Cette structure aura également pour mission de permettre au Centre universitaire de Nâama de développer des prestations dans les domaines de l'expertise, des études et du conseil au profit des institutions administratives et économiques, publiques et privées, conformément à l'orientation du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui encourage la valorisation de la connaissance, de la recherche et de l'innovation sous forme de produits commercialisables.
Le directeur de la structure, M. Cheikh Saïdane, a de son côté précisé que " Akademia " s'engage à fournir la formation technique et économique nécessaire, ainsi qu'un accompagnement administratif pour l'obtention des autorisations légales au profit des projets innovants développés au sein du centre universitaire. Elle aura également pour mission l'organisation d'événements économiques et scientifiques, l'enseignement des langues, la classification des recherches scientifiques.
Par ailleurs, le centre universitaire de Nâama verra, dès la prochaine rentrée universitaire, l'ouverture d'un Institut de l'agronomie et de l'agriculture pastorale, ainsi que la mise en place d'une ferme pilote de 15 hectares mise à la disposition des enseignants et étudiants pour des expérimentations et recherches scientifiques sur le terrain, selon les responsables du centre.

EL-BAYADH

Finalisation imminente du raccordement de trois zonesd'habitat rural au réseau de gaz naturel

Le raccordement de trois zones d'habitat rural de la wilaya d'El Bayadh au réseau de gaz naturel sera bientôt achevé, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).
Selon la même source, les travaux sont en cours pour raccorder plus de 100 foyers au village El-Ferâa (commune de Brézina), plus de 100 autres au village Bordj El Maï (commune d'El Kheither), ainsi que 130 habitations au village El-Khodr (commune d'El Maharra), via un réseau de transport de gaz d'une longueur totale dépassant 40 km.
La réalisation du réseau de distribution de gaz dans ces zones d'habitat a déjà été achevée sur une distance totale de 13 km. La réception du projet est prévue au cours du second semestre de l'année en cours, selon la même source.
Cette opération de développement s'inscrit dans le cadre des projets de l'Etat visant à raccorder les zones rurales et éloignées au réseau de gaz naturel, ciblant au total sept zones d'habitat rural représentant environ 730 foyers.
A noter que le raccordement de quatre autres regroupements ruraux au réseau de gaz naturel a été mis en service, récemment. Il s'agit de 114 foyers aux villages de Chaabet El Beïda et Lighen (commune de Sfid), 65 unités au village Oum Djerbiâa (commune de Boualem) et 205 foyers au village Dair El Hassiane (commune de Sidi Taïfour).
Ces raccordements ont été inaugurés, en début de semaine, dans le cadre des célébrations du 63e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse.
Dans le même programme, une opération similaire avait été finalisée, précédemment, portant sur le raccordement de 10 zones rurales supplémentaires au réseau de gaz naturel, touchant environ 1.000 foyers répartis à travers plusieurs localités.

L'Espagne sauvera-t-elle l'UE d'une fuite en avant militariste ?

Alors que les dirigeants européens serrent les rangs derrière l'objectif des 5 % du PIB consacré à la défense, le chef du gouvernement espagnol rompt le rang. Tandis qu'à La Haye il dénonce un « keynésianisme militaire » aux effets délétères pour les investissements sociaux, à Madrid ses partenaires de gauche menacent de quitter le gouvernement.

1ère partie

Par Eoghan Gilmartin

À l'horizon, ce sont les contradictions de la coalition de gauche qui apparaissent : pourra-t-elle longtemps résister à la prédation américaine tout en respectant les normes de l'intégration européenne et atlantique ?

Jeudi, le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez a rompu les rangs avec les autres dirigeants de l'OTAN en refusant de s'engager à porter les dépenses de défense à 5 % du PIB. Depuis son entrée en fonction, Donald Trump réclame une hausse massive du plafond actuel, fixé à 2 %, dans le cadre de son projet de réduction de la présence militaire américaine en Europe. Pour de nombreux États membres, la promesse des 5 % vise avant tout à ménager Trump, après des mois de turbulences diplomatiques inédites. Mais pour le gouvernement de coalition de la gauche large espagnole, elle illustre aussi une course au réarmement européen menée sans le moindre esprit critique.

En vertu du projet actuel du secrétaire général de l'OTAN Mark Rutte, les États membres seraient tenus de consacrer au moins 3,5 % de leur PIB à la défense traditionnelle d'ici 2032, auxquels s'ajouteraient 1,5 % dédiés à des questions de sécurité plus larges, comme la cybersécurité et le contrôle des frontières. Rutte présente ce « compromis » comme un moyen de laisser aux États la marge nécessaire pour atteindre l'objectif des 5 % — un objectif qui s'inscrit globalement dans la ligne des annonces faites récemment par l'Allemagne et la France. Si ces dernières suscitaient déjà le scepticisme, la proposition de Rutte impliquerait, pour la plupart des pays d'Europe du Sud, de plus que doubler leur budget militaire en l'espace de sept ans.

C'est le cas pour le gouvernement de Sánchez : les dépenses militaires espagnoles n'atteignaient que 1,3 % du PIB en 2024 — le taux le plus bas parmi les membres de l'OTAN. Dans une lettre adressée à Rutte avant le sommet décisif de l'OTAN prévu la semaine prochaine, Sánchez a exposé les raisons de son refus d'adopter l'objectif des 5 %, soulignant qu'il était « incompatible avec notre État-providence » et ne serait possible qu'au prix « d'une hausse des impôts pour les classes moyennes, d'une réduction des services publics et d'un recul des prestations sociales pour les citoyens ». « Il revient à chaque gouvernement, en toute légitimité, de décider s'il est prêt à consentir de tels sacrifices, » poursuivait-il. « En tant qu'allié souverain, nous choisissons de ne pas le faire».

Dans cette même lettre, il soulignait également qu'un tel objectif ne ferait que renforcer la dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'armement américain. Il notait notamment que « en précipitant l'Espagne [et d'autres pays européens] vers des achats sur étagère » de matériel militaire, « une part substantielle de leurs ressources » serait dirigée « vers des fournisseurs non européens, les empêchant ainsi de développer leur propre base industrielle ».

Txema Guijarro, porte-parole défense de Sumar — le partenaire de gauche du PSOE dans la coalition — a confirmé ce point auprès de Jacobin [duquel la version anglaise de cet article est issue NDLR] : « nous parlons d'un objectif arbitraire, qui ne repose sur aucune analyse des besoins réels de sécurité ». « C'est aussi totalement contraire à l'objectif d'accroître l'autonomie stratégique de l'Europe vis-à-vis des États-Unis », ajoute-t-il. « Mais d'autres pays, même parmi les plus lourdement endettés comme l'Italie, semblent s'aligner sur cette logique et se précipiter pour obéir. »

À l'approche du sommet de l'OTAN du 24 juin, Sánchez apparaît en effet isolé au sein de l'alliance transatlantique – seul le Premier ministre britannique Keir Starmer n'ayant pas encore pris publiquement position parmi les dirigeants de premier plan. Mais même face à la menace brandie par Trump d'imposer de nouveaux droits de douane à tout pays refusant de signer son exigence des 5 %, Sánchez dispose de solides raisons internes pour refuser de se plier au jeu — à commencer par un vaste scandale de corruption qui ébranle actuellement son Parti socialiste (PSOE). Il avait déjà annoncé, en avril, une hausse immédiate de 10,4 milliards d'euros du budget militaire, sous la pression diplomatique de l'administration Trump. Il savait aussi qu'un nouvel engagement aurait été inacceptable pour son partenaire de coalition Sumar, comme pour ses alliés parlementaires catalans et basques, dont le PSOE dépend pour conserver sa majorité.

Alors qu'il se bat pour sa survie politique, plusieurs membres de son entourage étant impliqués dans cette affaire de corruption, Sánchez se prépare désormais à un possible affrontement avec Trump lors du sommet. L'un des derniers dirigeants de centre-gauche en Europe se retrouve ainsi à nager à contre-courant d'une vague de militarisme.

Bouleversement des plaques tectoniques

La position isolée de Sánchez contraste avec celle qu'il occupait en 2020, lorsqu'il jouait un rôle central dans les négociations autour des fonds européens de relance post-pandémie, dits NextGeneration. À l'époque, il faisait partie d'un bloc uni des pays du Sud, aux côtés de dirigeants italiens et portugais, qui poussaient à l'adoption de ce plan de relance sans précédent — financé pour la première fois par une dette commune de l'UE. L'accord visait à renforcer l'investissement public dans la transition écologique, la numérisation et les politiques sociales, même si ce cadre reposait fortement sur des partenariats public-privé. Il avait aussi fourni à Sánchez un contexte favorable pour gouverner en coalition avec Unidas Podemos sur la base d'un programme social-démocrate modéré.

Mais depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche et les menaces de son administration de remettre en cause l'alliance militaire occidentale, le rythme de la réponse européenne est désormais dicté par les pays du « triangle de Weimar » : la France, l'Allemagne et la Pologne. Durant les semaines tendues de février et du début mars, alors que des responsables de l'administration Trump interrompaient temporairement certaines aides militaires à l'Ukraine et adoptaient une posture de rupture avec la Russie, il devenait difficile de distinguer, des deux côtés de l'Atlantique, ce qui relevait de la rhétorique et ce qui traduisait une véritable intention.

Le soir même de sa victoire électorale, le 23 février, le futur chancelier allemand Friedrich Merz appelait à une « indépendance » vis-à-vis de l'Amérique de Trump et alertait sur un possible éclatement de l'OTAN — tout en annonçant que les dépenses de défense seraient désormais exclues des règles budgétaires restrictives imposées par la loi sur la dette en Allemagne.

Mais si plusieurs dirigeants européens évoquaient l'autonomie stratégique de l'UE vis-à-vis des États-Unis, il s'agissait moins d'un véritable objectif commun que d'un discours destiné à préparer l'opinion publique à la remilitarisation — et à la nécessité d'accroître le soutien militaire à l'Ukraine. Compte tenu de l'impossibilité pour l'UE de remplacer, dans la décennie à venir, les capacités américaines en matière de renseignement, d'aviation ou de puissance navale, des pays comme la Pologne et les États baltes partaient du principe que Washington resterait le garant ultime de leur sécurité.

Par ailleurs, Friedrich Merz comme son prédécesseur Olaf Scholz ont exclu toute nouvelle opération de transferts financiers européens sur le modèle de NextGeneration, qui permettrait de financer une expansion significative de la base industrielle de défense du continent. Le plan ReArm Europe, proposé par la Commission européenne pour un montant de 800 milliards d'euros, prévoit en effet de faire peser l'essentiel du fardeau (650 milliards) sur les budgets nationaux — déjà lourdement endettés — en activant une clause temporaire de dérogation de quatre ans aux règles budgétaires de l'UE pour les dépenses de défense.

Pedro Sánchez, de son côté, est resté discret sur la campagne de réarmement engagée par l'Union européenne. Il a choisi de ne pas participer à certains événements comme le sommet de la « coalition des volontaires » organisé à Kiev lors du Jour de la Victoire, le mois dernier, afin d'éviter d'attirer l'attention médiatique sur un sujet qui ne suscite pas le même soutien populaire en Espagne qu'ailleurs sur le continent. En coulisses, il tente un exercice d'équilibre délicat : maintenir la cohésion de sa majorité gouvernementale, tout en s'adaptant à l'évolution des lignes dominantes au sein de l'UE.

Représentant de centre gauche dont l'approche du pouvoir est intimement liée aux structures multilatérales européennes, Sánchez n'a pas remis en cause de manière frontale la course au keynésianisme militaire dans laquelle s'est lancé le bloc durant les premiers mois de la présidence Trump. Il a plutôt cherché à préserver les acquis de sept années de dépenses sociales expansionnistes, en plaidant pour davantage de flexibilité dans les engagements propres à l'Espagne dans le cadre du plan ReArm Europe. Il a également insisté sur le fait que les nouveaux niveaux de dépenses militaires devaient « rester compatibles avec les responsabilités sociales, environnementales et internationales des États membres ».

Sánchez a aussi défendu à plusieurs reprises l'idée d'un élargissement du concept de sécurité autour duquel s'articule le plan ReArm Europe — en y intégrant notamment des investissements dans les infrastructures critiques, la défense civile ou encore la cybersécurité. À certains moments, notamment à l'approche du sommet du Conseil européen de mars, cette insistance a donné lieu à de véritables tentatives pour rééquilibrer les priorités budgétaires de l'UE, au nom des besoins spécifiques des pays d'Europe du Sud en matière de sécurité. Mais ce discours lui a aussi permis, sur le plan intérieur, d'atténuer la polémique autour des nouvelles dépenses militaires annoncées en avril — en présentant une hausse historique du budget de l'armée sous des atours technocratiques et rassurants.

Contradictions de l'Union européenne

Selon Enric Juliana, chroniqueur de La Vanguardia, à la suite du sommet européen de mars — où sa proposition d'élargir les priorités du plan ReArm Europe avait été rejetée — Sánchez estimait encore possible de négocier une forme d'« exemption espagnole » partielle, permettant de limiter l'ampleur du programme de réarmement. Mais à l'approche du sommet de l'OTAN de juin, et alors que la pression de l'administration Trump s'intensifiait dès le début du mois d'avril, son entourage préparait déjà un virage vers une hausse des dépenses militaires — geste perçu comme un signal d'ouverture à destination de Washington, tout en permettant de sonder la réaction de l'opinion publique et des alliés parlementaires du PSOE. **(A suivre)**

TRUMP DÉCLENCHE UNE NOUVELLE VAGUE TARIFAIRE MONDIALE

La Tunisie visée par une taxe de 25 % dès le 1er août

Le président américain Donald Trump a annoncé ce lundi 7 juillet une nouvelle salve de droits de douane élevés visant 14 pays, dans le cadre d'une escalade commerciale inédite. Parmi les pays ciblés figure la Tunisie, qui verra ses exportations vers les États-Unis taxées à 25 % à compter du 1er août 2025.
D'autres pays comme le Japon, la Corée du Sud, la Malaisie, mais aussi des économies plus petites telles que la Serbie, la Bosnie ou le Myanmar, sont également concernés.
Une stratégie de pression à grande échelle
Dans des lettres rendues publiques via Truth Social, Trump a formellement notifié aux dirigeants des pays concernés l'application de ces nouvelles taxes. Il y avertit que toute tentative de représailles tarifaires conduirait à une surtaxe équivalente :
« Si, pour une quelconque raison, vous décidez d'augmenter vos tarifs, nous ajouterons ce même pourcentage à notre propre taux de 25 %. »

MAURITANIE

L'Assemblée nationale ratifie l'accord modifiant les conditions de remboursement de la dette publique

L'Assemblée nationale, lors d'une séance publique, présidée par Mme Ghlouwa Lahdhana, vice-présidente de l'Assemblée, a ratifié un projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif à la modification des conditions de remboursement de la dette publique enregistrée dans les livres de la Banque Centrale de Mauritanie (accord État – Banque Centrale de 2018 et cession d'un immeuble RDC + 15 étages).
Le Ministre de l'Économie et des Finances, M. Sid'Ahmed Bouh, a expliqué que le projet de loi vise à permettre à l'Assemblée nationale d'autoriser le Président de la République à ratifier les dispositions liées aux arrangements financiers contenus dans l'accord concernant la modification des procédures de remboursement de la dette publique enregistrée dans les livres de la Banque Centrale de Mauritanie (accord État – Banque Centrale de 2018 et cession d'un immeuble composé d'un rez-de-chaussée + 15 étages) situé à Nouakchott.

ALAMEDA HEALTHCARE

Le réseau lève 190 millions $ pour s'étendre en Egypte et dans le Golfe

Le plus grand réseau hospitalier privé d'Egypte a ouvert son capital à Development Partners International. L'opération, structurée sous forme d'augmentation de capital, marque l'investissement le plus important réalisé par l'investisseur britannique dans le secteur de la santé en Egypte.

Le gestionnaire de fonds spécialisé dans les marchés africains, Development Partners International (DPI), a annoncé le lundi 7 juillet 2025, un apport en capital de 190 millions $ dans Alameda Healthcare, principal opérateur de santé privé en Egypte.
Cette opération s'est traduite par une augmentation de capital en échange d'une participation minoritaire dans le capital du groupe.
Fondé en 1999 et basé au Caire en Egypte, Alameda détient et exploite plusieurs établissements de santé dans le pays. Il s'agit du plus grand réseau hospitalier privé égyptien. Cette transaction marque l'investissement le plus important réalisé par DPI dans le secteur de la santé du pays. Dr Fahad Khater, fondateur et président du conseil d'administration conserve son statut d'actionnaire majoritaire.
Les fonds levés serviront à accélérer l'expansion du groupe tant au niveau national qu'à l'international. Ils seront utilisés pour renforcer les infrastructures médicales existantes et accroître la présence du groupe en Egypte, mais aussi dans plusieurs pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), notamment l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, le Qatar ou encore le Koweït. Alameda souhaite y développer un réseau de soins hospitaliers intégrés.
L'investissement vise également à moderniser les équipements médicaux à travers l'adoption de technologies avancées, à développer des centres d'excellence spécialisés (cardiologie, oncologie, soins intensifs, etc.), et à améliorer la qualité des soins. DPI prévoit par ailleurs de soutenir des programmes de formation continue et de renforcement des capacités pour le personnel médical. Le but est de consolider les compétences locales, d'améliorer les standards cliniques et d'accroître l'attractivité du système de santé égyptien dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Cette dynamique s'inscrit dans la stratégie égyptienne visant à positionner le pays comme un hub régional pour le tourisme médical et les soins spécialisés.
« Nous sommes ravis de soutenir le Dr Fahad Khater et sa mission de fournir des soins de santé de premier ordre en Egypte et dans les pays du CCG. Nous sommes impatients de collaborer étroitement avec nos partenaires et l'équipe de direction d'Alameda pour poursuivre le développement de notre réseau d'hôpitaux et offrir des soins d'excellence aux patients », a déclaré Ziad Abaza, associé chez DPI.
L'investissement a été structuré avec l'accompagnement d'EFG Hermes, banque d'investissement du groupe EFG Holding, qui a agi comme conseiller financier exclusif pour la transaction. L'opération compte parmi les plus importants investissements directs étrangers (IDE) dans le secteur de la santé en Egypte à ce jour. Il reflète un regain d'intérêt des investisseurs internationaux pour les services de santé en Afrique du Nord, en réponse à une demande croissante, et des réformes dans la gouvernance des systèmes hospitaliers. La finalisation de la transaction reste conditionnée à l'approbation des autorités réglementaires compétentes. Sa clôture est prévue pour le troisième trimestre 2025.

ARABIE SAOUDITE

Le pays continue de se diversifier

L'économie saoudienne continue de se diversifier, avec une croissance soutenue par les secteurs non pétroliers. Les prévisions indiquent une augmentation du PIB non énergétique, ainsi qu'une croissance générale de l'économie, tirée par les réformes de la Vision 2030. Le pays participe également à des événements internationaux comme INNOPROM 2025 en Russie, mettant en avant les opportunités industrielles.
L'OCDE prévoit une croissance de 3,8% pour l'économie saoudienne en 2025. La croissance est principalement tirée par les activités non pétrolières, soutenues par les réformes de la Vision 2030. L'Arabie saoudite poursuit sa diversification économique, avec un objectif de réduire sa dépendance au pétrole, comme le souligne le rapport de First Abu Dhabi Bank. Le secteur touristique est en plein essor, avec le lancement du programme d'été saoudien et des événements comme la Coupe du monde des sports.
L'initiative "Invest Saudi" participe au salon industriel international INNOPROM en Russie, mettant en avant les opportunités industrielles du pays, selon l'agence de presse saoudienne. L'année 2025 a été désignée "Année de l'artisanat" pour promouvoir le patrimoine culturel saoudien, selon le ministère de la Culture.
Le déficit budgétaire devrait se situer à -2,3% du PIB en 2025, selon la Direction générale du Trésor. Le niveau de la dette publique est prévu de rester limité à 29,3% du PIB en 2024, d'après la Direction générale du Trésor.

ÉMIRATS ARABES UNIS

Une position solide

Les perspectives restent bien orientées malgré les turbulences internationales. Peu touchés directement par le durcissement de la politique douanière américaine, les Émirats arabes unis (EAU) bénéficient de marges de manœuvre pour faire face à la chute des cours du pétrole et au ralentissement du commerce mondial. Leur économie est plus diversifiée que celle des autres pays du Golfe. Elle est aussi portée par sa forte attractivité pour les investissements étrangers et le soutien de la puissance publique. À plus long terme, les EAU pourraient également tirer profit d'une potentielle reconfiguration des flux commerciaux et activer ses leviers pour maintenir sa relation stratégique avec les États-Unis.
À l'instar des autres pays du Golfe, les Émirats arabes unis (EAU) sont globalement épargnés par la politique commerciale de Trump avec le tarif minimum de 10%. Le taux effectif moyen est supérieur, à 11,7%, si l'on tient compte des dernières annonces de la hausse à 50% des droits de douane sur les importations d'aluminium et d'acier. Mais les montants sont marginaux, inférieurs à 1% des exportations totales des EAU, et la mesure concerne des secteurs où les Émirats arabes unis sont très compétitifs. En revanche, avec des exportations de biens et services supérieures à 110% du PIB, l'économie des EAU est de loin la plus sensible de la région au ralentissement du commerce mondial
Malgré une économie relativement diversifiée par rapport aux autres pays du Golfe, elle demeure également vulnérable au retournement des cours mondiaux du pétrole. Le Brent était attendu à 65 dollars (USD) en moyenne en 2025-2026 contre 80 USD en 2024 avant le regain de tensions au Moyen-Orient. Le risque est désormais haussier. Mais l'impact sur les cours du Brent est modéré jusqu'à présent, et les fondamentaux du marché mondial du pétrole sont fragiles. La volatilité du dollar ou l'orientation de la politique monétaire américaine sont d'autres facteurs susceptibles d'affecter les EAU. Mais, dans l'ensemble, l'économie est en bonne position pour faire face à ces vents contraires.

ÉTHIOPIE

Addis Abeba annonce la fin de construction du Grand barrage de la Renaissance

En quête d'indépendance énergétique, l'Éthiopie a achevé la construction de ce qu'elle présente comme le plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique. Pour ses voisins en aval, l'Égypte et le Soudan, la crainte d'un déséquilibre du partage des eaux du Nil reste entière.

Après treize ans de travaux, l'Éthiopie affirme avoir achevé la construction du Grand barrage de la Renaissance (GERD) sur le Nil Bleu, à une trentaine de kilomètres de la frontière soudanaise. Avec une capacité de production visée d'environ 5000 MW, soit plus que la puissance installée du pays en 2021 (4478 MW), et un réservoir de 74 milliards de mètres cubes, l'infrastructure incarne l'ambition du pays de garantir son indépendance énergétique.

Mais derrière cette prouesse technique se cache une équation géopolitique. Depuis le lancement du projet en 2011 pour un coût estimé à 4 milliards USD, l'Égypte et le Soudan expriment de vives inquiétudes quant à leur sécurité hydrique. Le Caire, qui dépend du Nil pour plus de 90% de ses besoins en eau douce, redoute qu'un remplissage mal coordonné ne compromette son approvisionnement. Khartoum oscille quant à lui entre soutien et méfiance, notamment à cause des risques pour ses propres barrages et zones agricoles en aval.

Malgré la signature en 2015 d'une déclaration de principes engageant les trois pays à trouver un terrain d'entente, le remplissage du réservoir entamé dès 2020 s'est poursuivi sans compromis global. L'ONU avait bien recommandé en 2021 la reprise des pourparlers sous l'égide de l'Union africaine, sans progrès visible. Fin 2023, l'Égypte réaffirmait « son droit de défendre son eau et sa sécurité » si ses intérêts venaient à être menacés, accusant Addis-Abeba de rigidité. À l'inverse, l'Éthiopie dénonçait la « mentalité hégémonique » de son voisin, tout en défendant une gestion souveraine du barrage.

GABON

La construction de la route Ntoum-Cocobeach a démarré

Au Gabon, la construction d'infrastructures routières s'inscrit dans une stratégie de désenclavement et de développement régional, particulièrement dans les zones côtières reculées comme Cocobeach.

Cette localité frontalière avec la Guinée équatoriale est au cœur d'un ambitieux programme d'aménagement visant à stimuler le tourisme et dynamiser l'économie locale.

Le Gabon a signé le 1er juillet 2025 une convention de financement de 100 milliards FCFA (environ 180 millions USD) pour la construction de la route Ntoum - Cocobeach dans la province de l'Estuaire au nord-ouest. L'accord tripartite a été conclu avec BGFIBank et EBOMAF.

Initialement prévue en 1x2 voies de 10 mètres selon Le Nouveau Gabon, la route sera finalement élargie à 12 mètres de largeur, intégrant des accotements ainsi que des stations de péage et de pesage. Le projet comprend également la construction de 9 ponts et 130 ouvrages d'art.

Le financement couvre les travaux de bitumage, mais aussi les prestations de contrôle et de supervision.

La fin du chantier qui devrait durer 15 mois, est attendue pour octobre 2026. Les travaux ont déjà démarré et affichent un taux d'avancement de plus de 30%, selon les informations communiquées par EBOMAF.

Le président Brice Clotaire Oligui Nguema a souligné la portée stratégique de cet ouvrage de 83 km : « Cette route permettra de désenclaver Cocobeach, de stimuler le tourisme et de relancer l'économie locale.

Notre objectif est de faire de Cocobeach une ville balnéaire.

Chaque route construite est un pas de plus vers un Gabon plus uni, plus accessible, plus fort. ».

ÉTHIOPIE

Le pays renforce son accès au marché chinois du soja

L'Éthiopie est le principal exportateur de soja en Afrique de l'Est. Pour consolider la dynamique de croissance affichée ces dernières années sur le marché international, la filière reste à l'affut de nouvelles opportunités commerciales.

La Chine autorise depuis le 3 juillet 2025 l'importation de tourteaux de soja (sous-produit issu de l'extraction de l'huile de soja) en provenance d'Éthiopie. L'annonce a été rendue publique par l'Administration générale des douanes de Chine.

D'après Rosa Wang, analyste au sein du cabinet de conseil agricole JCI, basé à Shanghai, qui s'est confiée à Reuters le 7 juillet, ce feu vert accordé à Addis-Abeba s'inscrit dans le cadre d'une stratégie plus large de diversification des sources d'approvisionnement.

Il vise également à permettre à la Chine de réduire sa dépendance vis-à-vis de ses principaux fournisseurs parmi lesquels figurent le Brésil, la Russie, l'Argentine et l'Uruguay.

Les volumes attendus restent toutefois modestes », précise l'analyste.

Quoi qu'il en soit, cette annonce ouvre la voie à de nouveaux échanges agricoles entre les deux pays. Elle représente en outre une opportunité pour la filière éthiopienne de renforcer sa position sur le marché chinois, où, jusque-là, elle n'exportait que les graines de soja.

D'après les données compilées par le Département américain de l'Agriculture (USDA), la Chine devrait importer 60 000 tonnes de tourteaux de soja sur le marché international au terme de la campagne de commercialisation 2024/2025, et reconduire le même volume au cours de la prochaine campagne.

En 2024, l'Éthiopie a expédié 29 408 tonnes de soja à destination de la Chine, générant près de 18 millions $ de recettes, selon les données compilées sur la plateforme Trademap.

Une enveloppe qui devrait augmenter au cours des prochaines années avec l'ajout des exportations de tourteaux de soja.

OR

Twiga affirme avoir injecté 558 millions $ dans l'économie tanzanienne au 1er semestre 2025

Lancée en 2019, la coentreprise Twiga Minerals exploite les mines d'or North Mara et Bulyanhulu en Tanzanie. D'après l'ITIE-Tanzanie, elle contribue à elle seule à 51% des recettes publiques issues du secteur minier de ce pays d'Afrique de l'Est.

Au cours du premier semestre 2025, Twiga Minerals, la coentreprise entre Barrick Mining et l'État tanzanien, a injecté 558 millions USD dans l'économie de ce pays Est-africain. Ce montant déclaré par la compagnie minière canadienne le lundi 7 juillet représente environ 62% des 888 millions USD déclarés pour l'ensemble de l'année 2024.

Twiga Minerals exploite en Tanzanie les mines d'or North Mara et Bulyanhulu. Pour le compte de ses activités sur la période de janvier à juin 2025, elle a notamment versé 202 millions USD au gouvernement à titre d'impôts, de dividendes et de redevances minières. Dodoma détient 16% de la coentreprise, contre 84% pour Barrick Mining.

Les autres détails relatifs à la répartition totale des 558 millions USD n'ont pas été révélés, mais on sait que la société effectue 90% de ses achats auprès de fournisseurs tanzaniens. Par ailleurs, 95% de son personnel (soit 5741 employés) est constitué de ressortissants locaux.

Cet apport économique illustre l'important soutien que représente ce partenariat pour l'économie tanzanienne. D'après l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE-Tanzanie), Twiga génère environ 51% des recettes publiques issues du secteur minier. Cette performance semestrielle s'inscrit aussi dans un contexte haussier pour l'or, dont le prix a franchi la barre historique des 3000 USD l'once cette année.

A FIN JUIN 2025

La Guinée a déjà exporté presque autant de bauxite qu'en 2022

Les exportations guinéennes sont sur une pente ascendante depuis plusieurs années, avec un pic à 145 millions de tonnes en 2024, contre 102 millions de tonnes en 2022. Au rythme des premiers mois de 2025, la Guinée pourrait exporter jusqu'à 200 millions de tonnes de bauxite d'ici la fin de l'année.

Au cours des six premiers mois de 2025, la Guinée a exporté 99,8 millions de tonnes de bauxite, soit presque l'équivalent des exportations totales de l'année 2022, qui s'élevaient à l'époque à 102,28 millions de tonnes. Cette comparaison illustre le bond qu'a réalisé la Guinée ces dernières années sur le marché de la bauxite, dont elle est désormais le premier fournisseur mondial. Selon les statistiques officielles relayées par Reuters, les exportations guinéennes au premier semestre 2025 ont augmenté de 36 % en glissement annuel. Entre 2022 et 2024, la production a augmenté de 37 % pour atteindre 141 millions de tonnes.

La même année, la Guinée a exporté 145 millions de tonnes, ce qui en fait le premier fournisseur mondial. Derrière cette progression, un rythme d'extraction plus soutenu de la part des compagnies présentes dans le pays, notamment l'Alliance guinéenne de bauxite, d'alumine et d'aluminium (AGB2A/SDM) dont les exportations ont atteint 19,70 millions de tonnes en 2024, contre 6,18 millions en 2023.

La Société Minière de Boké (SMB), premier exportateur en 2024 devant l'AGB2A/SDM, a vu ses expéditions augmenter de 13 %, tout comme Compagnie de Bauxite de Guinée (CBG), qui complète le podium.

Contrairement à d'autres producteurs comme l'Australie et la Chine qui raffinent localement tout ou partie de la production, la Guinée exporte principalement sa production sous forme brute. La Chine est d'ailleurs le premier acheteur de la bauxite guinéenne, et reste la destination d'environ 60 % des exportations du pays.

WALL STREET

Légère consolidation après les derniers records

La Bourse de New York a ouvert en baisse lundi, marquant une pause après les records inscrits la semaine passée sur fond d'optimisme sur la conjoncture économique et la politique monétaire.

En fin de matinée, le Dow Jones lâche 0,7% à 44.519,8 points, le S&P 500 perd 0,6% à 6242,4 points et le Nasdaq Composite cède 0,7% à 20.462,5 points.
Les trois grands indices new-yorkais avaient progressé d'environ 2% la semaine dernière, écoulée pour cause d'Independence Day, ce qui avait permis au S&P et au Nasdaq d'établit de nouveaux plus hauts historiques.
Sur l'ensemble du deuxième trimestre, le S&P 500 a rebondi de 10,6%, à la faveur d'une hausse de 6,2% en mai puis de 5% en juin, ce qui lui permet d'afficher un gain de 5,5% depuis le début de l'année.
'Les marchés ont atteint des niveaux records, à la faveur de solides indicateurs économiques et d'un ralentissement de l'inflation, mais ils vont devoir maintenant affronter un véritable test', préviennent les équipes de Saxo Banque.
'Entre le retour des surtaxes douanières, la publication des 'minutes' de la Fed et l'approche de la saison des résultats, la volatilité pourrait rapidement faire son retour', juge la banque scandinave.
C'est en effet en date de mercredi 9 juillet que doit arriver à expiration la pause de 90 jours concernant l'application des surtaxes douanières précédemment décidées par la Maison Blanche.
Cela signifie que les partenaires commerciaux des Etats-Unis vont devoir se dépêcher afin de trouver des accords commerciaux avec Washington, sous peine que ces tarifs entrent définitivement en vigueur le 1er août.
Alors que le mois de juillet s'annonce comme un tournant potentiel, la prudence pourrait rester de mise et les investisseurs pourraient se tenir prêts à ajuster rapidement leurs positions face aux événements à venir.
Le moindre appétit pour les actifs risqués ne favorise pas vraiment les obligations qui voient leurs rendements se tendre, celui des Treasuries à 10 ans avançant de presque quatre points de base non loin de 4,39%.
Les tensions commerciales semblent en revanche profiter au dollar, qui s'inscrit en hausse de 0,4% face à l'euro, qui retombe sous la barre de 1,1740.
Les cours du brut avancent, visiblement assez peu perturbés par les craintes d'une surabondance de l'offre suite à la décision des pays de l'Opep+ d'augmenter leurs quotas de production.
Le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) progresse ainsi de 0,8% au-delà de 67,5 dollars.
Du côté des valeurs, Tesla chute de plus de 6% alors qu'Elon Musk a annoncé ce week-end son intention de créer son propre parti, le 'Parti de l'Amérique', une décision qui risque d'aggraver son différend avec Donald Trump qui pourrait en représailles mettre des bâtons dans les roues de Tesla ou de SpaceX, s'inquiètent les analystes.

PRISES DE BÉNÉFICES EN L'ABSENCE DU PHARE WALL STREET, RECUL DU LUXE ET DES BANQUES

Bourse de Milan en baisse

Les indices sont en territoire négatif à la Bourse de Milan lors de la dernière séance de la semaine, privée du phare de Wall Street, fermée pour la fête de l'Independence Day, et donc plus exposée aux prises de bénéfices.Un trader souligne que la tendance du jour, accentuée par la fermeture des marchés américains, est à la réalisation de profits, à la lumière des fortes hausses accumulées récemment par les marchés.
En toile de fond persistent les tensions liées à la guerre commerciale et aux négociations complexes que les États-Unis mènent actuellement sur le dossier des droits de douane.
Par ailleurs, la Chine a annoncé qu'à partir de demain, elle imposera une taxe pouvant aller jusqu'à 34,9 % sur les importations de brandy en provenance de l'Union européenne, et ce, pour une durée de cinq ans.
Parmi les banques, globalement faibles aujourd'hui, Popolare di Sondrio progresse de 0,6 %, sous les plus hauts du début de séance, le titre s'étant de fait aligné sur le nouveau prix de l'OPA lancée par BPER (-1,9 %), qui a relevé hier son offre avec une composante en numéraire d'1 euro par action.
Concernant l'autre OPA imminente, Mediobanca cède 1 %, tandis que MPS < BMPS,MI> perd 0,86 %, l'écart avec le prix implicite de Mediobanca tournant autour de 3,5 %. La banque siennoise a fixé à 35 % le seuil minimum d'adhésion pour la validité de l'OPA de Piazzetta Cuccia et, aujourd'hui, dans une interview accordée au Sole 24 Ore, le PDG Luigi Lovaglio s'est dit convaincu que la banque mènera l'opération à son terme.
Stellantis recule de 1,2 % après le bond de la veille. Pirelli est également en baisse, cédant 1,2 %.
La décision chinoise d'imposer un droit antidumping sur les importations de brandy européen ne pénalise pas Campari, qui recule de seulement 0,10 %. Les concurrents français, partis en nette baisse ce matin, ont ensuite inversé la tendance : Pernod Ricard gagne 0,7 % et Cointreau 2,7 %.
Le secteur du luxe est sous pression, avec Ferragamo en baisse de 1,2 % et Cucinelli de 1,34 %.

UN GROUPE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE ALERTE

Les hausses tarifaires frapperont bientôt les consommateurs américains

Le président Donald Trump a prolongé les tarifs prévus à l'encontre de partenaires commerciaux tels que la Malaisie et l'Indonésie, après avoir envoyé des lettres menaçant d'imposer des droits de douane plus élevés à leur encontre. Matt Priest, président-directeur général de la Footwear Distributors and Retailers of America, affirme qu'il est difficile pour les fabricants de chaussures de prendre des décisions stratégiques en matière d'approvisionnement tant que la situation n'est pas clarifiée. Il a également confié à Yvonne Man et Annabelle Droulers que les consommateurs sont épuisés par la hausse continue des prix. Il s'est exprimé dans l'émission « Bloomberg : The China Show ».

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 07 Juillet 2025
Valeur : 09 Juillet 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.5405	129.5555
1	EUR	EURO	152.0676	152.1241
1	GBP	POUND STERLING	176.2935	176.3620
100	JPY	JAPANESE YEN	89.2398	89.2563
1	CNY	CHINESE YUAN	18.0602	18.0628
1	CHF	SWISS FRANC	162.7189	162.8195
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.8320	94.8638
1	DKK	DANISH KRONE	20.4007	20.4076
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6131	13.6166
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8137	12.8173
1	AED	UAE DIRHAM	35.2654	35.2743
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5395	34.5454
1	KWD	KUWAITI DINAR	423.7504	424.4938
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.2614	44.7062
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.4206	14.4223
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.9970	24.1204
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2443	3.2543
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.3194	178.3194

PARIS

Les marchés prudents face aux 'tarifs' US

La Bourse de Paris cède 0,2% ce matin, autour des 7 710 points, tirée par Pernod Ricard (+2,6%) et Capgemini (+2,5%) mais freinée par Hermès (-1,5%) et Renault (-1,4%).
Mises de côté ces dernières semaines, les préoccupations des investisseurs se portent à nouveau sur les négociations commerciales en cours et l'épineuse question des ' tarifs ' entre les États-Unis et leurs principaux partenaires.
Comme il s'y était engagé, le président américain Donald Trump a en effet dévoilé hier une série de nouveaux tarifs douaniers visant les importations de plusieurs pays, tout en se déclarant ouvert à des négociations. Dans sa série de courriers adressées aux gouvernements concernés, la Maison-Blanche a notamment officialisé l'imposition de droits de douane de 25% sur le Japon et la Corée du Sud, de 30% sur l'Afrique du Sud, de 35% sur le Bangladesh, de 36% sur la Thaïlande et de 40% sur le Laos. En revanche, le Canada, le Mexique, l'Union européenne et la Chine sont tous absents de cette liste, une absence remarquée qui pourrait signifier un état d'avancement plus poussé des discussions commerciales avec ces partenaires. Suite à ces annonces, les marchés d'actions américains ont toutefois accusé le coup hier, ce qui a conduit les indices S&P 500 et Nasdaq à lâcher jusqu'à 1% en cours de séance. En dépit du retour des incertitudes commerciales, les investisseurs ont retenu qu'aucun de ces nouveaux tarifs n'entrerait en vigueur avant le 1er août, ce qui laisse aux pays concernés près de trois semaines et demie pour conclure des accords. Ce schéma rappelle la méthode dite d'escalade puis de désescalade privilégiée jusqu'ici par Washington dans les négociations, voire l'acronyme plus critique 'TACO' pour 'Trump Always Chickens Out', soit 'Trump finit toujours par se dégonfler', choisi par certains commentateurs. 'Cela va laisser à l'administration américaine le temps nécessaire pour évaluer la réaction des marchés, l'évolution des prix et, en fin de compte, le moral des consommateurs', estiment les équipes de Danske Bank.
Dans ce climat d'incertitude, les entreprises pourraient cependant être tentées de retarder leurs projets d'investissement, ce qui pourrait peser à terme sur l'activité.
'Le secteur privé reste dans le flou. Les décisions d'investissement sont suspendues, ce qui est sans aucun doute négatif pour la croissance', souligne Danske Bank.
La banque danoise recommande en conséquence aux investisseurs de rester prudents face à ces signaux contradictoires.
Sur le plan monétaire, l'incertitude commerciale semble également renforcer l'argument en faveur d'une posture attentiste de la part de la Réserve fédérale, même si les surtaxes douanières sont encore loin d'être appliquées.
Conséquence directe, les Treasuries se sont globalement tendus sur l'ensemble de la courbe, signe d'une prudence généralisée des marchés obligataires.

DONALD TRUMP DÉSTABILISE L'ASIE AVEC 14 ANNONCES DE DROIT DE DOUANE

Les pays concernés se pressent pour trouver un accord

L'administration Trump a prévenu 14 pays, essentiellement en Asie, qu'ils pourraient se voir appliquer des surtaxes douanières pouvant grimper jusqu'à 40% au 1er août, de quoi les inciter à intensifier les négociations pour y échapper.

De la Malaisie au Bangladesh, les pays d'Asie sont les plus concernés par les lettres envoyées par Donald Trump lundi, pour leur signifier des surtaxes de 25 à 40%, si aucun accord commercial n'est signé d'ici le 1er août.
Sont notamment visés des pays ayant les échanges les plus déséquilibrés: Japon (68,5 milliards de dollars d'excédent commercial avec les États-Unis en 2024), Corée du Sud (66 milliards), Thaïlande (45,6 milliards), Indonésie (17,9 milliards)... Tour d'horizon des premières réactions et des pourparlers en cours.

Corée du Sud: le pari des chantiers navals

Déjà plombé par les surtaxes sectorielles ciblant l'acier et l'automobile, Séoul est menacé d'une majoration de 25% sur le reste de ses exportations mais affiche un optimisme prudent.
"Les États-Unis ont convenu (...) qu'il restait encore du temps avant l'entrée en vigueur et espèrent que les deux parties pourraient parvenir à un accord d'ici là grâce à une communication étroite", a indiqué Séoul mardi.
La Corée du Sud, champion de la construction navale après la Chine, promet sa coopération dans la construction navale: "Les deux pays se sont entendus pour collaborer étroitement" en vue de "résultats tangibles" dans ce secteur.

Japon: en période électorale, riz et automobiles bloquent

Proche allié de Washington et première source d'investissements étrangers aux Etats-Unis, pâtissant déjà de droits à 25% sur son industrie automobile, le Japon pourrait écoper de surtaxes "réciproques" relevées à 25% (contre 24% précédemment), loin des 35% dont Donald Trump l'avait récemment menacé.
Donald Trump reproche au Japon de ne pas ouvrir assez son marché au riz et aux véhicules américains.
Or, gonfler les importations de riz est un tabou pour le gouvernement du Premier ministre Shigeru Ishiba, qui assure défendre les intérêts des agriculteurs locaux et adopte un ton intransigeant avant une élection à la chambre haute du Parlement le 20 juillet, périlleuse pour sa majorité.
"Le gouvernement japonais a évité les compromis faciles, exigeant fermement et protégeant ce qui devait l'être", a réagi mardi Shigeru Ishiba devant la presse locale, jugeant "fondamentalement regrettable" l'ultimatum américain.

Indonésie: doper les importations de blé américain

L'Indonésie, menacée de droits de 32%, entend augmenter ses importations agricoles et énergétiques en provenance des États-Unis pour conclure un accord, a récemment indiqué à l'AFP son ministre de l'Économie, Airlangga Hartarto.
Déjà, Jakarta a annoncé lundi signer un accord pour importer au moins un million de tonnes de blé américain par an sur les cinq prochaines années.

ROYAUME UNI

Légère baisse de l'inflation

Le taux d'inflation annuel au Royaume-Uni a légèrement baissé à 3,4% en mai 2025 contre 3,5% en avril, conformément aux attentes. La plus forte contribution à la baisse est venue des prix des transports (0,7% contre 3,3%), reflétant des baisses des tarifs aériens (-5%) principalement en raison du calendrier de Pâques et des vacances scolaires associées, ainsi que de la baisse des prix des carburants.
De plus, la correction d'une erreur dans la série de la taxe sur les véhicules a contribué à la baisse ; l'erreur a affecté les données d'avril, mais la série a été corrigée à partir de mai.
Une pression supplémentaire à la baisse est venue des coûts du logement et des services domestiques (6,9% contre 7%), principalement les coûts du logement des propriétaires occupants (6,7% contre 6,9%). L'inflation des services a également ralenti à 4,7% contre 5,4%.
En revanche, les plus fortes contributions à la hausse sont venues des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées (4,4% contre 3,4%), notamment le chocolat, la confiserie et la crème glacée, ainsi que des meubles et des biens ménagers (0,8%, le plus élevé depuis décembre 2023). Par rapport au mois précédent, l'IPC a augmenté de 0,2%.

PLOMBÉ PAR LES EXPORTATIONS MANUFACTURIÈRES

Le déficit commercial français s'aggrave en mai

Le déséquilibre du commerce extérieur français s'est accentué en mai 2025, selon les données publiées mardi par les douanes. Le déficit commercial s'établit désormais à 7,6 milliards d'euros, en nette hausse par rapport au mois précédent, malgré une amélioration dans le secteur de l'énergie.

Un écart creusé par la chute des exportations

En mai, les exportations françaises ont chuté de 1 milliard d'euros, tandis que les importations ont diminué de 600 millions d'euros. Cette dynamique déséquilibrée explique l'aggravation du solde commercial. Le recul plus marqué des ventes à l'étranger illustre la fragilité persistante de l'appareil exportateur français, particulièrement dans les produits manufacturés, secteur le plus touché.
Les douanes précisent que cette baisse est structurelle, en lien avec la faible compétitivité à l'export et les difficultés industrielles rencontrées par certains secteurs. La tendance confirme ainsi une dégradation progressive de la balance commerciale depuis le début de l'année.
Une éclaircie côté énergie
Seul point positif du mois : le solde énergétique s'est légèrement amélioré. Cette embellie est due à une baisse des importations énergétiques plus marquée que celle des exportations, ce qui a permis de réduire temporairement la pression sur la balance globale.
Mais cette amélioration sectorielle ne suffit pas à inverser la tendance générale, tant le poids des produits manufacturés reste dominant dans les échanges extérieurs français.
Une tendance structurelle persistante
En cumul sur douze mois glissants, la France affiche un déficit commercial de 80 milliards d'euros, quasiment équivalent au déficit annuel de 2024, qui s'élevait à 81 milliards d'euros. Ces chiffres confirment la persistance d'un déséquilibre structurel, qui peine à être corrigé malgré les politiques industrielles et les soutiens à l'export.
La France n'a plus enregistré d'excédent commercial sur les biens depuis 2002, soit plus de deux décennies de déséquilibre chronique. Cette situation contraste fortement avec ses voisins européens, à l'instar de l'Allemagne, qui maintiennent régulièrement un excédent.

ALLEMAGNE

Taux de chômage stable

Le taux de chômage en Allemagne est resté stable à 6,3% en juin, malgré une légère augmentation du nombre de demandeurs d'emploi. Les données pour juillet 2025 ne sont pas encore disponibles.
En juin, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 11 000 en termes corrigés des variations saisonnières, atteignant 2,97 millions. Cependant, cela a été moins que prévu par les analystes qui tablaient sur une hausse de 15 000. Le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est resté à 6,3%. Par ailleurs, le nombre de postes vacants a diminué, passant de 632 000 en juin, soit 69 000 de moins qu'il y a un an, ce qui indique un ralentissement de la demande de main-d'œuvre.
Il est important de noter que les chiffres de juillet ne seront publiés que plus tard dans le mois, et il faudra attendre ces données pour avoir une vision plus précise de la situation du marché du travail allemand en juillet 2025.

EUROPE

La production et la consommation de charbon à des niveaux historiquement bas

L'Allemagne, la Pologne et la Serbie restent les "poumons noirs" de l'Europe. Ces pays brûlent de grandes quantités de lignite, un combustible nocif pour l'environnement.
La production et la consommation de charbon dans l'UE ont atteint des niveaux historiquement bas.
Les niveaux de production de charbon sont tombés à 242 millions de tonnes en 2024, selon les chiffres d'Eurostat. Il s'agit d'une baisse de 12 % par rapport à 2023 et d'une poursuite de la trajectoire descendante observée en 2023. La consommation de charbon a elle aussi chuté, avec un peu plus de 306 millions de tonnes.
Alors que la plupart des États membres ont progressivement abandonné toute production de charbon, la Bulgarie, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, la Roumanie et la Slovénie continuent d'extraire du lignite, un combustible très polluant.
Le lignite, plus polluant et moins efficace, nécessite une combustion bien plus importante que la houille pour produire une même quantité d'électricité.

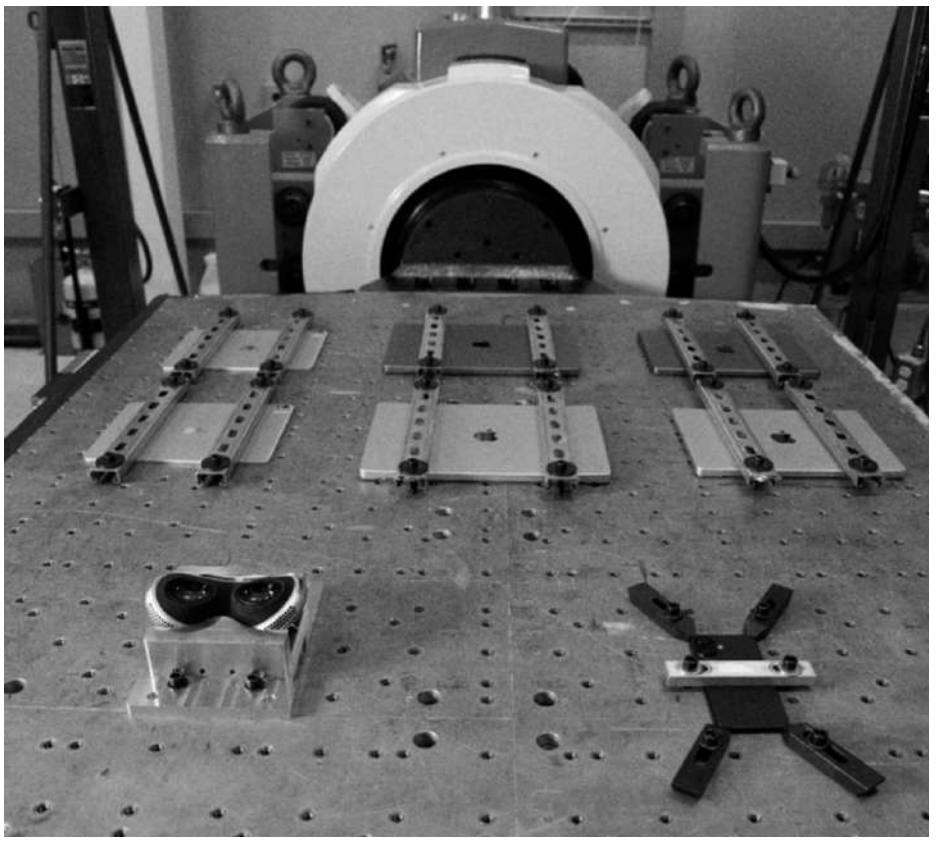
POUR S'ASSURER QU'ILS SONT ROBUSTES

Comment Apple torture-t-il ses iPhone ?

Un an après le vidéaste américain Marques Brownlee, le cabinet d'analyse Counterpoint Research fournit des explications détaillées relatives aux différents procédés employés, par Apple, pour tester la durabilité de ses différents produits avant leur commercialisation.

À défaut de pouvoir tous les tester un à un, Apple sélectionne à chaque lancement de nouveaux produits un large échantillon d'appareils (plus de 10 000 iPhone en amont de chaque nouvelle commercialisation, par exemple) qu'il soumet à une batterie de tests, afin de vérifier que leur résistance et leur durabilité est bien en adéquation avec les standards promis. Un procédé sur lequel la marque est, comme souvent, assez pudique, mais qu'elle avait tout de même dévoilé en quasi exclusivité aux YouTuber américain Marques Brownlee l'année dernière.

Cette fois, c'est au tour de Counterpoint Research de se pencher sur la question, pour nous fournir des explications plus détaillées sur les différents tests conduits, dans ce contexte, par le géant de Cupertino à l'écart de ses chaînes de production.



Différents appareils Apple testés pour leur résistance aux secousses sur une table vibrant

Apple communique sur les mauvais traitement infligés (pour la bonne cause) à ses appareils

C'est en marge de la dernière WWDC qu'Apple a tenu une réunion en compagnie d'une petite sélection d'interlocuteurs dont le cabinet d'analyse faisait partie.

La firme a proposé à ces participants une visite d'un de ses 200 laboratoires d'essai, dont les tests contribue d'après Counterpoint à la relative longévité des appareils Apple et au fait qu'un iPhone conserve en moyenne 40% plus de valeur qu'un appareil Android sur le marché de l'occasion et du reconditionné. Toujours selon Counterpoint, les iPhone représentent d'ailleurs à eux seuls 56% des smartphones reconditionnés vendus dans le monde.

Ces différents tests de durabilité sont divisés en quatre grandes catégories : la résistance aux facteurs environnementaux (pensez aux importantes différences climatiques d'un continent à l'autre), à l'eau, aux chutes, et aux vibrations.

Un panel complet de tests...

Les tests environnementaux sont employés pour répliquer le plus fidèlement possibles les défis auxquels les appareils Apple devront faire face en étant distribués dans pas moins de 175 pays à travers le monde. Apple intègre également à cette catégorie certains tests visant à simuler certaines salissures auxquelles ses produits seront confrontés… comme le cérumen dans le cas des AirPods. Voici ce que décrit le cabinet d'analyse à leurs propos :

« Nous avons assisté à des tests d'exposition au sel pendant 100 heures, à une exposition à une forte intensité lumineuse et à une exposition à la poussière du désert de l'Arizona pour analyser ce qui se passe lorsque de fines particules de sable pénètrent dans les haut-parleurs de l'iPhone, ou dans le port de charge », explique Counterpoint Research dans son article.

« Dans le cas des AirPods, certains tests impliquent la production de versions artificielles de sueur et de cérumen. Ces tests sont encore modifiés pour tenir compte de certaines données d'utilisation des appareils auxquelles Apple a accès, ce qui met en évidence les efforts complexes déployés par les laboratoires pour s'adapter à des environnements changeants ».

Les tests de résistance à l'eau permettent quant à eux de vérifier que les appareils répondent bien à la certification IP qui leur a été attribuée. L'iPhone 16 dispose par exemple d'une certification IP68 nécessitant qu'Apple vérifie non seulement sa résistance à la poussière, mais aussi et surtout sa capacité à rester parfaitement fonctionnel après une immersion prolongée. Et fait intéressant… la firme ne fait pas trempette avec ses iPhone pour simuler ce cas de figure. Voyez plutôt :

« Le test en chambre IPX commence par un test de base au plafond pour simuler la pluie et la pénétration de l'eau. Il est suivi d'une simulation de pression d'eau par des jets dans tous les angles du produit. Une fois que le produit a réussi ce test, il peut prétendre à l'indice IPX5 », lit-on. « Enfin, un réservoir pressurisé simulant la profondeur de l'eau confère au produit les indices IPX7 et IPX8 en cas d'immersion réussie jusqu'à un mètre et six mètres, respectivement ».

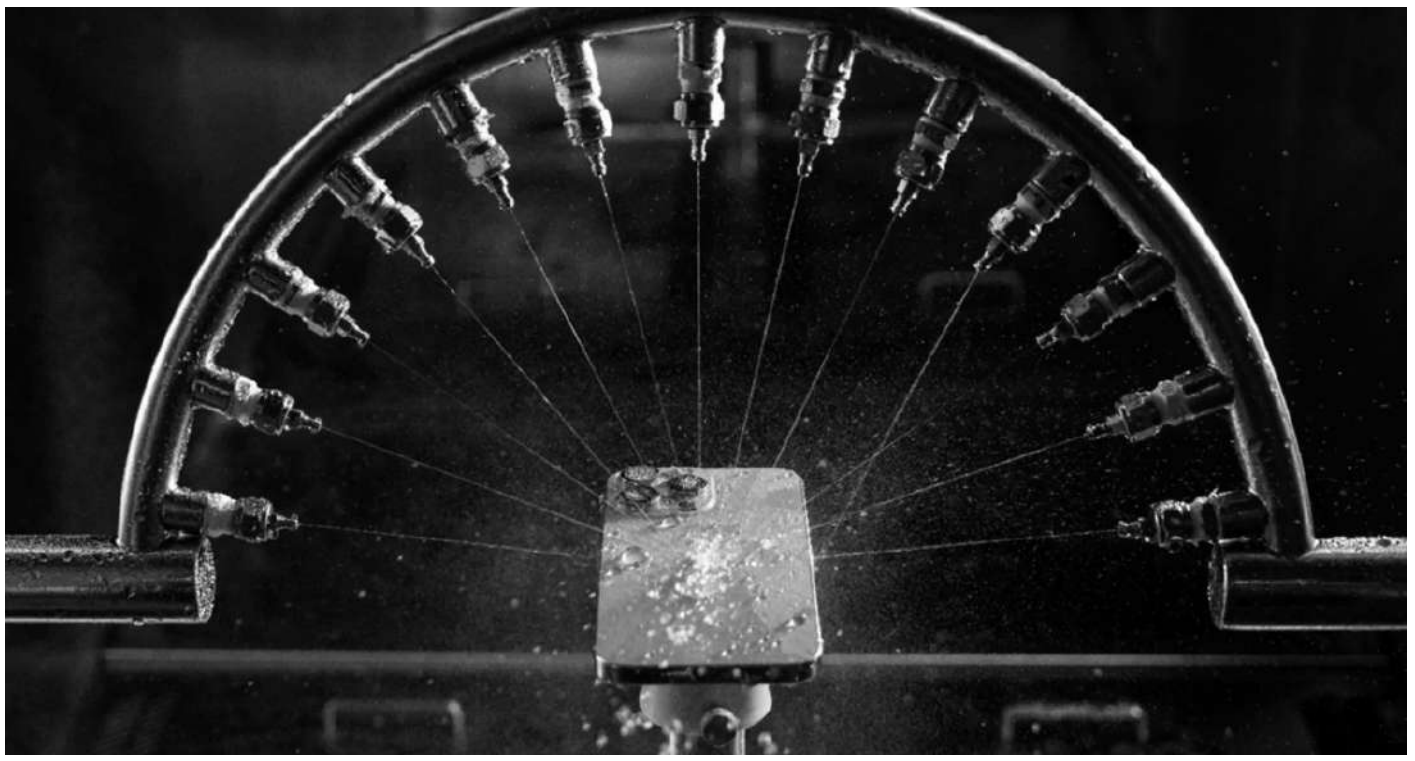
On apprend enfin qu'Apple simule l'exposition de ses appareils à d'autres liquides, comme des sodas, des jus de fruit, du parfum ou même de la crème solaire.

Les tests de résistance aux chutes sont quant à eux réalisés de manière plus rigoureuse que ce que l'on peut régulièrement voir sur YouTube. Apple cherche pour sa part à répliquer fidèlement différents cas de chutes, à différents angles, différentes hauteurs et avec impact sur divers matériaux. Voici ce que nous explique Counterpoint :

« Pour se rapprocher des scénarios de la vie réelle, Apple a mis au point un robot qui laisse tomber des appareils sous différents angles et même sur différentes surfaces, dont des panneaux de particules, des plaques de granit ou d'asphalte. En outre, chaque chute est analysée au moyen d'une application accessible aux ingénieurs d'Apple », apprend-on.

Les tests de résistance aux vibrations permettent enfin à Apple d'attester de la solidité de ses appareils, et de la robustesse de leurs composants internes (on pense notamment à leurs capteurs photo stabilisés), lorsqu'ils sont généreusement secoués. Ce cas de figure est peut-être moins fréquent au quotidien que ceux détaillés plus haut, mais un iPhone peut par exemple être allègrement chahuté lorsqu'il est logés dans la sacoche d'une moto circulant sur un terrain accidenté. Voici comment Apple s'y prend pour simuler ce genre de situations :

« Ces secousses sont simulées à l'aide d'une table de vibration, afin de créer différents contextes de tremblements et d'impacts qu'un produit peut subir pendant le transport ou dans d'autres conditions réelles (….). Les produits sont attachés sur cette table de vibration pendant une période prolongée et sont soumis à différentes intensités de vibrations ».



Un iPhone testé pour sa résistance aux infiltrations d'eau

La Fiat Grande Panda Hybride devient encore moins chère

Dotée d'une hybridation légère un peu particulière, qui lui permet de rouler en 100 % électrique de temps en temps, la Fiat Grande Panda faisait déjà partie des voitures hybrides les moins chères du marché. Elle enfonce encore le clou et creuse davantage l'écart avec sa cousine Citroën C3 grâce au lancement d'une nouvelle finition d'accès. Mais si le tarif a de quoi faire saliver, la dotation de série de cette citadine italienne d'entrée de gamme devrait freiner de nombreuses velléités d'achat.

Dans la gamme Fiat, deux Panda cohabitent. Aux côtés de la Panda "tout court", dont l'actuelle génération est commercialisée depuis 2012, on trouve désormais la Grande Panda, apparue en début d'année. Comme son nom l'indique, cette citadine est plus imposante que sa frangine. Elle est également bien plus moderne de conception, grâce à sa base Smart Car partagée avec la dernière Citroën C3, et forcément plus chère. Mais elle s'offre aujourd'hui une nouvelle finition d'accès qui lui permet de bien réduire l'écart. Cette version de base, simplement baptisée "Grande Panda", démarre en effet à 17 900 €. C'est 1 300 de moins que le deuxième niveau, baptisé Pop. L'économie n'est donc pas négligeable, surtout qu'elle n'implique pas de composer avec une motorisation dégonflée.

Une Grande Panda de base déjà hybride

Contrairement à sa cousine Citroën C3, disponible dès 15 850 €, cette italienne fabriquée en Serbie n'existe pas en variante thermique à boîte manuelle. Elle dispose au minimum d'une hybridation légère 48V et d'une transmission automatique à triple embrayage. Même si cette électrification n'est pas la plus réussie du marché, elle permet déjà de rouler en mode "zéro émission" de manière assez régulière en ville, à basse vitesse. La Panda "tout court", proposée à partir de 16 100 € hors promotion, ne peut en dire autant. Cette dernière se contente en outre d'un modeste 1.0 atmosphérique de 70 ch, alors que la Grande Panda 1.2 Hybrid a droit à un turbo et à une puissance cumulée de 110 ch. Malgré son poids plus élevé, la grande risque donc d'afficher des performances bien plus élevées que la petite, sans forcément consommer plus pour autant.

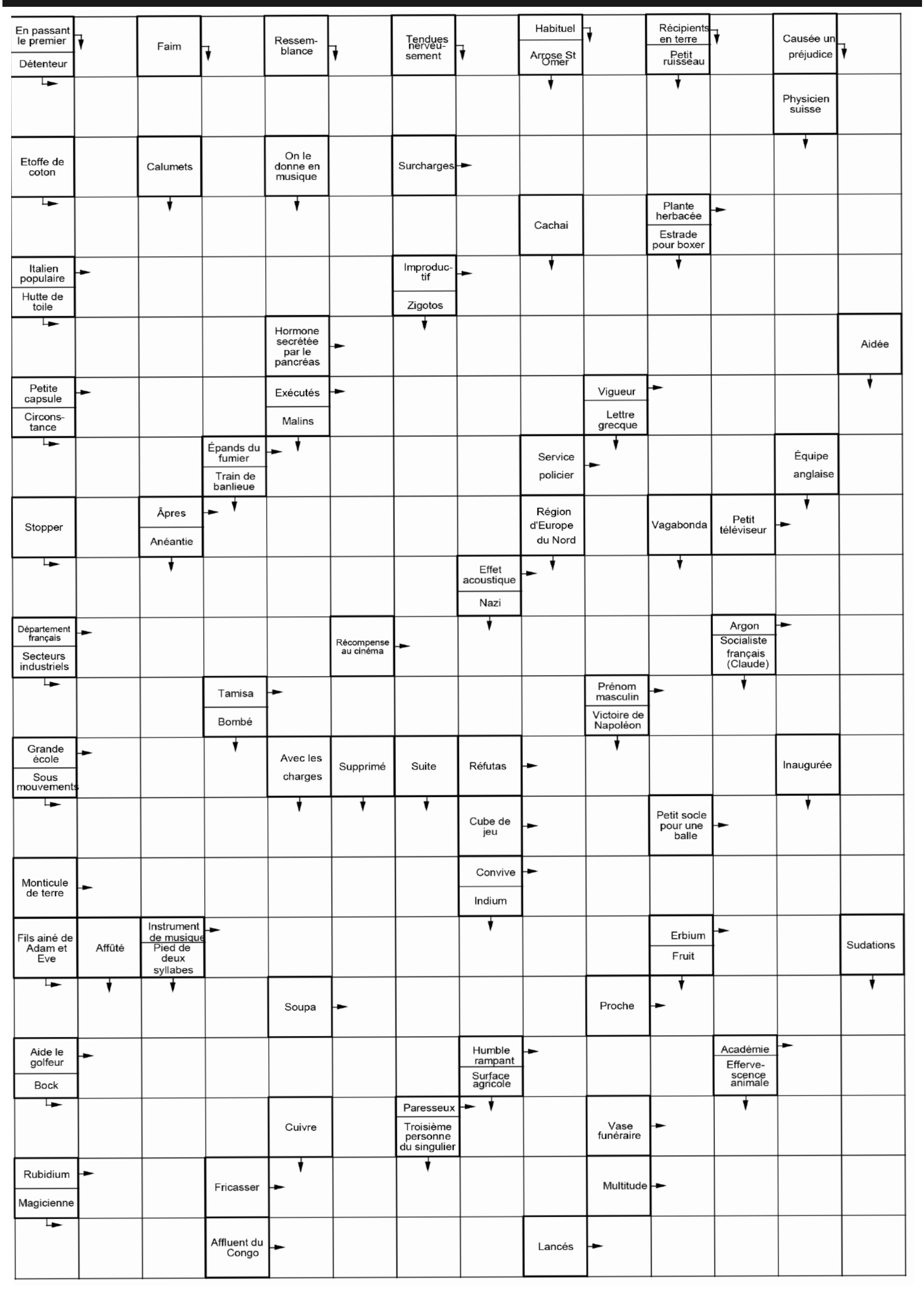
Une Grande Panda peu flatteuse à l'extérieur

À motorisation identique, cette Grande Panda de base se montre par ailleurs bien plus abordable que la Citroën C3, qui réclame 20 950 € au minimum. Mais pour pouvoir profiter de cette citadine hybride à 17 900 €, il faudra tout de même accepter des concessions de taille. L'équipement de série est en effet pour le moins limité. Dès l'extérieur, le ton est donné. Les jantes sont noires, en acier, au format 16 pouces et dépourvues d'enjoliveur. Même une Dacia Sandero Essentiel à 12 900 € fait davantage d'effort. Le becquet arrière du deuxième niveau de finition, Pop, est également absent, alors que les phares et feux arrière perdent leur signature lumineuse à diodes en pixels si caractéristiques.
Quant au choix de coloris, comme sur une R5 Five, il est réduit au minimum. En plus du "rouge Passione" fourni sans supplément, vous pourrez seulement opter pour le "blanc Gelato" moyennant 700 €.

Une absence d'écran tactile qui se remarque

C'est cependant surtout dans l'habitacle que cette Grande Panda premier prix exige des sacrifices. Comme l'impose la norme européenne GRS 2, elle comporte pourtant encore bon nombre d'aides à la conduite. Elle conserve également une climatisation manuelle, une instrumentation numérique 10 pouces ou encore un frein à main électrique.
Mais elle se dispense d'écran tactile 10 pouces, et sa disparition passe ici encore beaucoup moins inaperçue que dans le Citroën C3. Cette dalle est remplacée par une grande surface de plastique, sur laquelle un support smartphone donne l'impression de flotter.
Oubliez aussi les réglages en hauteur et en profondeur du volant, les vitres arrière électriques ou encore les haut-parleurs arrière.
Le dépouillement est donc clairement de mise et ce n'est pas la liste des options, très réduite, qui permettra d'y remédier. La finition Pop, qui demande à peine 17,02 € de plus par mois en location longue durée, semble être un bien meilleur plan sur le papier… à moins d'être vraiment nostalgique du dénuement des premières Panda, qui allait encore beaucoup plus loin.

Mots fléchés



Le pétrole recule avec une nouvelle offensive commerciale de Trump

Les cours du pétrole sont en baisse mardi en raison d'une nouvelle menace de droits de douane américains pour plusieurs pays dont le Japon et la Corée du Sud. Donald Trump a fait état de lettres envoyées à 14 pays, essentiellement en Asie, pour les informer de surtaxes douanières pouvant grimper jusqu'à 40% au 1er août. Combiné à une augmentation plus importante que prévu de la production de l'OPEP+, ce regain des tensions commerciales "pèse sur les perspectives pétrolières" très dépendantes de la santé économique mondiale, explique Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote Bank. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en août, cédait 0,63% à 67,50 dollars. Donald Trump a néanmoins repoussé l'échéance de l'entrée en vigueur de certains droits de douane du 9 juillet au 1er août

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 9 juillet 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

CONSEIL DE LA NATION

Adoption du projet de Code des procédures pénales

Les membres du Conseil de la Nation ont approuvé, ce mardi, le projet de loi portant Code des procédures pénales. Des amendements significatifs ont été introduits afin de renforcer le cadre juridique pénal du pays. Parmi les amendements les plus importants figure l'intégration de « procédures alternatives » aux poursuites pénales pour les personnes morales. Cela inclut notamment le « report des poursuites pénales pour certaines infractions spécifiquement définies ». Cette mesure est conditionnée par le retour des fonds, biens et revenus détournés ou transférés hors du territoire national, ou de leur équivalent en valeur, ainsi que le paiement intégral des sommes dues au Trésor public. Ces dispositions visent à offrir des mécanismes de résolution plus souples, tout en garantissant la récupération des avoirs illicites.

COUP D'ENVOI DE LA 4e ÉDITION DE LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINE (IATF 2025

L'Algérie met en avant sa détermination à réaliser l'intégration économique africaine

Par Réda Hadi

L'ouverture de cet événement s'est déroulée en présence du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, du ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, de la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, du président du Conseil consultatif de la Foire, et ancien président du Nigeria, du Secrétaire général de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), et du Commissaire à l'Agriculture, au Développement rural, à l'Economie bleue et à l'Environnement durable de la commission de l'Union africaine, ainsi que des responsables de la Banque africaine d'import-export "Afreximbank".

Dans son allocution d'ouverture, le ministre du commerce extérieur et de la Promotion des exportations, indique que cet événement exceptionnel « incarne l'esprit de coopération et d'intégration économique et commerciale entre les pays de notre continent africain . Précisant que cela « témoigne de l'engagement du gouvernement algérien et de sa ferme conviction de l'importance de réaliser l'intégration économique africaine et de renforcer les échanges commerciaux intra-africains dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine, qui est l'un des projets principaux du plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine sous le slogan « L'Afrique que nous voulons », et qui offre un cadre commun pour la croissance inclusive et le développement durable du continent ».

Cette campagne dira M. Rezig, «vise à mettre en valeur les atouts du continent africain pour renforcer le commerce intra-africain, présenter des opportunités d'investissement et offrir une plateforme pour le secteur public et privé afin de nouer des partenariats et d'élargir les activités en Afrique ».

De même, ajoute le ministre, dans le but d'améliorer les composantes du climat des affaires en Algérie, « l'État, par les instructions de M. le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, est déterminé à garantir un environnement économique et institutionnel stable, transparent, incitatif et attractif pour les investissements, en plus de travailler à assurer la stabilité de la législation régissant les investissements locaux et étrangers, et à simplifier ».

D'autre part, M. Rezig compte faire de la quatrième édition de l'Exposition sur le commerce intra-africain, un évènement qui « contribuera à atteindre les objectifs escomptés et sera une occasion de renforcer les partenariats entre les institutions africaines, d'attirer les investissements pour notre continent africain, d'augmenter le commerce intra-africain et de soutenir les plans de fabrication sur le continent ».

Enchaînant, le ministre réaffirme l' engagement et la détermination de l'Algérie « à réaliser un développement économique durable pour notre continent africain, car nous croyons que l'avenir prospère de l'Afrique se construit de l'intérieur ».

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Le Ministre inspecte des unités stratégiques à Alger

Par M. A.

Lors d'une visite d'inspection effectuée ce mardi dans la wilaya d'Alger, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Dr Wassim Kouidri, a mis en lumière les efforts déployés par l'Algérie pour renforcer sa souveraineté sanitaire à travers le développement de la production locale de médicaments. Cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du suivi des projets stratégiques du secteur, a été marquée par plusieurs déclarations importantes du ministre.Au complexe pharmaceutique de Mérinal, le ministre a salué une entreprise qu'il qualifie de modèle. Forte de ses 23 années d'activité, de ses deux unités de production, de son centre de distribution national et de sa présence sur 12 marchés étrangers, Mérinal est un exemple à suivre. Le ministre a souligné un chiffre clé : 80 % des besoins en médicaments sont couverts par la production nationale. Pour autant, il a alerté sur une situation de surproduction dans certains segments, appelant à une meilleure régulation du marché et à réorienter les investissements vers les médicaments encore importés. Au centre de recherche, développement et innovation du groupe Saïdal, en phase finale de réalisation après plusieurs années de retard, le ministre a déclaré que l'infrastructure sera mise en service d'ici la fin de l'année 2025. La visite a également permis d'inspecter la nouvelle unité de production d'injectables de Hikma Pharma, inaugurée fin juin à Staoueli. Avec un investissement de 30 millions de dollars, cette usine, la première de son genre en Afrique du Nord et au Moyen-Orient dans le réseau Hikma, devrait produire 10 millions d'unités par an. Elle contribuera ainsi à la réduction des importations dans des spécialités critiques comme l'anesthésie, les antibiotiques, la cardiologie ou la gastroentérologie.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Le ministre de l'Industrie reçoit une délégation du groupe Stellantis

Par Sirine R

Dans le prolongement des orientations stratégiques du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à ériger une véritable industrie automobile en Algérie, le ministre de l'Industrie, Dr Sifi Ghrieb, a reçu ce mardi au siège de son département ministériel une importante délégation du groupe Stellantis, conduite par Samir Cherfan, directeur des opérations pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions présidentielles réitérées lors du dernier Conseil des ministres, qui appellent à accélérer la cadence des projets automobiles, à renforcer le taux d'intégration locale et à mobiliser les entreprises nationales de sous-traitance autour d'une industrie mécanique durable et compétitive. Dr Sifi Ghrieb a, à cette occasion, souligné la nécessité urgente d'élever significativement le niveau d'intégration locale. « La réussite de cette filière dépend de notre capacité à structurer un écosystème industriel national performant, notamment à travers le soutien actif aux sous-traitants algériens qualifiés », a déclaré le ministre. Il a insisté sur le rôle attendu du secteur automobile dans le redressement économique national et la réduction des importations de véhicules et de pièces détachées.

De son côté, Samir Cherfan a exprimé sa gratitude envers les autorités algériennes, saluant « la confiance renouvelée du président Tebboune » ainsi que « l'engagement clair du ministre de l'Industrie à accompagner concrètement le développement de Stellantis en Algérie ». Il a réaffirmé que le groupe mobilisera toutes ses ressources humaines, techniques et financières pour garantir la montée en puissance de la production locale et atteindre les objectifs de montée en gamme de l'intégration industrielle. « Nous sommes pleinement investis dans la réussite de notre projet industriel en Algérie. Cela passe nécessairement par le développement d'un réseau solide de sous-traitance locale, dans une vision intégrée, durable et conforme aux standards internationaux », a-t-il déclaré. En conclusion, Dr Ghrieb a réaffirmé l'engagement total de son ministère à mettre en œuvre rapidement les orientations présidentielles, à accompagner les partenariats industriels sérieux, et à consolider la place des sous-traitants nationaux au cœur de cette dynamique.

« L'Algérie ambitionne de construire une véritable industrie automobile nationale, compétitive et durable. Cela ne peut se faire qu'à travers un partenariat sincère, une coordination constante et des objectifs partagés », a-t-il affirmé.